



**CEPII**

**CENTRE  
D'ÉTUDES PROSPECTIVES  
ET D'INFORMATIONS  
INTERNATIONALES**

No 1998 – 15  
Décembre

Rapport d'activité 1998

---

## SOMMAIRE

<b>ORGANIGRAMME</b> .....	3
<b>SYNTHÈSE DES TRAVAUX</b> .....	4
<b>I. Pôle macro-économie internationale</b> .....	5
<b>II. Pôle commerce international</b> .....	11
<b>III. Pôle économies émergentes et en transition</b> .....	16
<b>PRINCIPALES PUBLICATIONS, RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS</b> .....	23
<b>Annexe 1 : Publications du CEPII</b> .....	24
<b>Annexe 2 : Publications (hors CEPII)</b> .....	32
<b>Annexe 3 : Articles de presse, interviews</b> .....	37
<b>Annexe 4 : Rapports et travaux pour des institutions publiques</b> .....	42
<b>Annexe 5 : Réunions, colloques et séminaires organisés par le CEPII et le CIREM</b> ...	44
<b>Annexe 6 : Communications et interventions à des colloques et à des séminaires (hors CEPII-CIREM)</b> .....	50
<b>Annexe 7 : Compte rendu du colloque organisé à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire du CEPII</b> .....	60

## L'ORGANIGRAMME

### LE CEPII EN 1998

**Directeur** : J.-C. Berthélemy  
**Directeurs adjoints** : M. Fouquin, C. Lefebvre\*, A. Bénassy-Quéré  
**Secrétaire général** : A.-M. Boudard

#### POLE MACRO-ÉCONOMIE : C. Lefebvre\*, A. Bénassy-Quéré

- **Conseillers scientifiques** : M. Aglietta, J.-P. Laffargue, P. Villa
- **Economistes** : I. Bensidoun, L. Boone\*, L. Cadiou, P. Cour, S. Guichard, B. Mojon\*, L. Nayman

#### PÔLE COMMERCE INTERNATIONAL : M. Fouquin

- **Conseiller scientifique** : L. Fontagné
- **Economistes** : I. Bensidoun, E. Dourille, M. Freudenberg\*, S. Jean, L. Nayman, D. Unal-Kesenci
- **Base de données CHELEM** : C. Herzog
- **Statisticiens économistes** : N. Mulder, M. Chin Ta, A. de Saint Vaulry

#### PÔLE ECONOMIES ÉMERGENTES ET EN TRANSITION : J.-C. Berthélemy

- **Conseiller du directeur** : G. Wild
- **Conseiller scientifique** : G. Sokoloff
- **Economistes seniors** : A. Chevallier, F. Lemoine, J. Sgard
- **Economistes** : M. Freudenberg\*, D. Pineye, D. Pianelli

\*\*\*\*

#### Services transversaux :

**Communication** : S. Hurion, V. Colombel  
**Documentation** : F. Abiven, C. Houille, M. Jaworski, B. Popek, J. Talbot (doc. statistique)  
**Informatique** : M. Bagher-Zanjani, L. Col\*, P. Dufaut, L. Groninger, M. Morey\*  
**Secrétariats** : I. Bartolozzi, L. Boivin, H. Cros, J. Gélard, A. Hutteau, S. Leduc, V. Le Rolland, B. Postec  
**Intendance** : D. Boivin

\*\*\*\*

**Club CIREM** : M. Fouquin, Administrateur délégué  
M.-P. Mol\*, A. du Lau d'Allemans, Secrétaire général  
A. de Bremond d'Ars (secrétariat)

---

\* A quitté le CEPII en 1998.

## **SYNTHÈSE DES TRAVAUX**

### **INTRODUCTION**

L'activité du CEPII a connu en 1998 plusieurs réorientations, tant du point de vue thématique que de celui de l'organisation des travaux. Les activités d'étude et de recherche du CEPII ont été réorganisées au printemps 1998 en trois pôles, portant respectivement sur les domaines suivants :

- I. Macro-économie internationale
- II. Commerce international
- III. Économies émergentes et en transition

Ce rapport présente un bilan des projets définis dans le programme de travail 1998 organisé par pôles. Pour assurer la comparabilité avec le programme de travail agréé en janvier 1998, les thèmes pertinents de ce programme sont rappelés pour chaque pôle.

Dans le pôle "macro-économie internationale", le CEPII a continué à exploiter ses avantages comparatifs dans ses domaines de compétence maintenant bien établis que sont l'analyse des asymétries en Europe et l'étude des questions monétaires internationales. L'un et l'autre sujet s'imposaient naturellement compte tenu de la création prochaine de l'euro. Le CEPII s'est distingué en particulier par la préparation d'un important rapport pour le parlement européen sur le rôle international de l'euro.

Dans le pôle "commerce international", le CEPII a publié cette année un rapport sur la compétitivité des nations, qui permet de faire le point sur l'évolution de la compétitivité des grandes nations industrialisées, dont la France, et des économies émergentes. Des thèmes nouveaux ont été aussi abordés, comme celui de la place de la France dans les industries de haute technologie.

Dans le pôle "économies émergentes et en transition", le CEPII a renforcé ses activités sur l'Asie, pour répondre aux interrogations nées de la crise économique et financière qui a frappé ce continent. Le CEPII a ainsi contribué à éclairer les enjeux et les conséquences de cette crise. Un projet d'étude visant à décrire et analyser les effets de contagion sur les marchés financiers a été lancé, qui devrait déboucher en 1999 sur la rédaction d'un livre. L'organisation, par le CEPII et la fondation Asie-Europe en mai 1998 d'un colloque international sur la crise asiatique et la coopération entre les deux continents a été aussi l'occasion de formuler des réflexions sur la situation économique de l'Asie. Ces réflexions devront bien entendu être poursuivies, notamment pour examiner les conditions de sortie de crise dans ces pays.

Conformément aux souhaits du Conseil, le CEPII s'est par ailleurs efforcé de faire en sorte que ses travaux puissent servir à mieux informer les décideurs économiques publics et privés. Une partie de cet effort d'information passe traditionnellement par les publications de nature scientifique (annexes 1 et 2), même si celles-ci sont en premier lieu destinées à un public de chercheurs. Une politique active en la matière impose toutefois aussi d'aller au devant des besoins des décideurs. A cet égard, on notera que le CEPII a apporté sa contribution dans plusieurs groupes de travail qui ont été créés récemment par le

Commissariat au Plan (notamment : groupe "coordination des politiques macroéconomiques", groupe de travail "Europe sociale", groupe "élargissement de l'union européenne à l'Est", groupe "géographie économique", club "énergie, prospective et débats"), ainsi qu'à d'autres instances publiques. De même, un certain nombre de rapports ont été préparés pour des institutions publiques, nationales ou multilatérales (voir annexe 4). Par ce biais, le CEPII a mis à la disposition des décideurs politiques le fruit de ses travaux. De même, à travers les travaux du CIREM, le CEPII a contribué à l'information des entreprises françaises sur les grands enjeux de l'économie mondiale. Enfin, conformément aux vœux du Conseil, le CEPII a renforcé sa politique de communication auprès du public, ce qui s'est traduit en 1998 par l'organisation de nombreuses réunions et par de multiples interventions dans la presse (voir annexes 3, 5 et 6). Notons surtout à ce sujet que le CEPII a organisé le 21 octobre une importante conférence à l'occasion de son 20<sup>ème</sup> anniversaire, dont le compte-rendu figure en annexe 7.

## **I. PÔLE MACRO-ÉCONOMIE INTERNATIONALE**

### **1. Ouverture internationale et asymétries structurelles**

Une partie importante des travaux réalisés en 1998 par le pôle macro-économie internationale portent sur la persistance d'asymétries structurelles entre pays européens. Ces asymétries seront cruciales pour la conduite de la politique monétaire unique, puisqu'une même politique pourra avoir des effets asymétriques dans les différents pays de l'union monétaire.

#### *Asymétries des marchés du travail en Europe*

Les conclusions de cette étude ont été présentées en novembre 1998 à la Délégation aux affaires européennes du Sénat<sup>1</sup>. Un document de travail paraîtra au début de l'année 1999, et un projet d'ouvrage grand public est en cours. La comparaison du fonctionnement du marché du travail dans les différents pays européens montre que le Royaume-Uni se distingue de l'Europe continentale à tous points de vue, notamment par un faible degré de centralisation des négociations salariales, une législation de l'emploi particulièrement souple, une faible indemnisation du chômage et un faible engagement relatif dans les politiques actives de lutte contre le chômage. Les marchés d'Europe continentale ne sont pas homogènes, mais aucun pays ne se singularise, comme le Royaume-Uni, sur tous les critères à la fois. La France, par exemple, présente un faible degré de centralisation des négociations, une législation du travail relativement contraignante et des politiques actives qui se sont beaucoup développées depuis dix ans. L'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas offrent tous trois des négociations salariales relativement centralisées et une législation du travail intermédiaire entre celle du Royaume-Uni et celle de la France. Mais les trois pays diffèrent sur l'importance des dépenses actives (plus fortes en Allemagne et aux Pays-Bas) et l'indemnisation du chômage (plus généreuse aux Pays-Bas). Les disparités européennes ne se résument donc pas à une scission Nord/Sud.

Ce travail constitue la première étape d'une étude économétrique en cours consistant à estimer le degré de rigidité du salaire réel dans les différents pays européens, et à relier les

---

<sup>1</sup> Loïc Cadiou et Stéphanie Guichard, "Les déterminants du fonctionnement du marché du travail dans les pays de l'UE", octobre.

estimations aux indicateurs institutionnels mis en évidence dans la première partie. Le but final est, d'une part, d'étudier le fonctionnement d'une union monétaire dans laquelle les marchés du travail fonctionnent de manière asymétrique, d'autre part, de rechercher quels sont les facteurs institutionnels les plus déterminants pour la rigidité du salaire réel. Les résultats seront mis en forme en vue de publications en 1999.

Par ailleurs, une comparaison des coûts en chômage des politiques de désinflation a été réalisée<sup>2</sup>. La méthode est celle des modèles VAR, appliqués aux séries de chômage et d'inflation. Le modèle estimé permet de calculer des "ratios de sacrifice", qui mesurent le coût en chômage des politiques de désinflation passant par une réduction de la demande finale. Ces ratios apparaissent très différents dans les quatre pays européens étudiés (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni), et ces disparités ne semblent pas se réduire, malgré la convergence récente des rythmes d'inflation. En revanche une tendance commune se dessine : une même variation de l'inflation requiert une variation plus forte du chômage dans les quinze dernières années que dans les années soixante et soixante-dix.

#### *Asymétries financières en Europe*

Un deuxième axe de recherche propose un éclairage empirique sur les mécanismes financiers de transmission de la politique monétaire dans les quatre grands pays européens<sup>3</sup>, permettant de déceler les asymétries de structure des marchés financiers qui seraient susceptibles de gêner la mise en œuvre d'une politique monétaire commune. La courbe des taux de marché est relativement homogène dans les différents pays. Une certaine convergence peut être décelée en matière de taux d'épargne. En revanche, l'effet du marché unique sur la banque de détail est encore limité, de sorte que les pratiques financières et bancaires restent assez différentes selon les pays, notamment vis-à-vis des ménages et des petites entreprises. Dans la zone euro, certaines de ces différences pourraient s'estomper assez rapidement, mais d'autres demeureront longtemps : disparités d'accès au crédit, pratiques d'indexation variées.

#### *Intégration et convergence régionale en Europe*

Deux projets sur "*Infrastructures et clubs de convergence*" et "*Fonds structurels et conditions de la croissance régionale*" devaient s'enchaîner dans le temps. On espérait tirer de ces deux projets une évaluation des effets sur la croissance et les disparités régionales des montants prévus pour les fonds structurels entre 1994 et 1999. Le manque de disponibilité des données a réduit cette ambition à une synthèse des résultats obtenus dans la littérature sur la convergence des régions européennes et l'impact des investissements en infrastructures sur cette convergence<sup>4</sup>. Si la convergence des revenus par tête entre pays européens ne fait aucun doute, les différents travaux ne s'accordent pas sur la convergence des régions, et encore moins sur ses déterminants (investissement

---

<sup>2</sup> Laurence Boone et Benoît Mojon, "Sacrifice Ratios in Europe: a Comparison", *Document de travail du CEPII*, n° 98-07, juillet.

<sup>3</sup> Benoît Mojon, "Structures financières et transmission de la politique monétaire. Applications à l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni", *Document de travail du CEPII*, n° 98-12.

<sup>4</sup> Laurence Nayman, "Les fonds structurels de l'Union européenne", *miméo CEPII*, novembre 1998. Philippine Cour, Jean-Louis Guérin et Laurence Nayman, contribution au document du CGP intitulé "Elargissement de l'Union européenne à l'Est : des gains à escompter à l'Est et à l'Ouest", décembre.

public, investissement privé ou capital humain). Néanmoins, les études existantes concluent en général à un impact positif des infrastructures publiques sur la croissance. On peut en déduire que les fonds structurels sont utiles pour aider les régions à converger, sans qu'il soit possible de conclure sur le type d'infrastructures à privilégier (transports, communications, éducation,...).

#### *Asymétries structurelles et interdépendances Nord-Sud.*

Enfin, la question des asymétries structurelles a été étudiée dans le cadre plus large des relations Nord-Sud, dans le but de mettre en évidence les différentes contraintes qui pèsent sur le rattrapage économique du Sud, et leur impact sur la croissance au Nord. Une revue de la littérature est en cours de publication sous la forme d'un *Document de travail du CEPII*<sup>5</sup>. Elle met en évidence trois asymétries fondamentales entre les pays du Nord et ceux du Sud : les dotations factorielles au sens large (la nature et la qualité des facteurs d'offre), la spécialisation des échanges et le fonctionnement de certains marchés (notamment travail et crédit). Parallèlement à ce travail, une maquette simplifiée des interdépendances Nord-Sud a été construite. Elle met l'accent sur le fait que les différentes rigidités qui peuvent exister (prix, salaires, stock de capital...), et le mode de fonctionnement des différents marchés du travail conditionnent la forme que prennent ces interdépendances. En particulier, à la suite de chocs, le Sud peut se retrouver dans différents régimes selon la contrainte qui se trouve active (contrainte de capital, contrainte extérieure).

## **2. Système monétaire international**

Le second axe de recherche du pôle macro-économie internationale en 1998 a porté sur l'évolution du système monétaire international. Les économistes du pôle ont participé activement au débat sur les origines et les conséquences de la crise financière qui s'est étendue au cours de l'année 1998. Surtout, ils ont réfléchi aux causes structurelles de l'instabilité financière et aux transformations à venir du SMI.

#### *La crise financière en 1998*

L'extension de la crise financière au cours de l'année 1998 a conduit à mettre l'accent sur deux points principaux :

La politique monétaire du Japon, qui joue un rôle important si l'on veut évaluer les chances d'un rétablissement pas trop lent de la croissance en Asie. L'étude fait apparaître l'importance des objectifs externes de la Banque du Japon, et à l'inverse le poids relativement faible de l'objectif de contrôle des prix. Au cours des trois dernières années, le comportement de la banque centrale apparaît beaucoup plus souple que dans le passé, sans que cela ait pour autant permis au Japon de retrouver la croissance<sup>6</sup>.

L'extension de la crise à d'autres pays : même si la crise financière est restée cantonnée pendant plusieurs mois aux pays d'Asie du Sud-Est, qui sont fortement interdépendants,

---

<sup>5</sup> Loïc Cadiou, "Les interdépendances Nord-Sud", *miméo CEPII*, juillet.

<sup>6</sup> Stéphanie Guichard, "La politique monétaire et la crise japonaise", *Document de travail du CEPII*, n° 98-06.

une *Lettre du CEPII* mettait en garde, dès mars 1998, contre le risque d'extension de la crise au Brésil et à la Russie<sup>7</sup>.

#### *Les causes de l'instabilité financière*

Le risque systémique : la crise financière a montré que la surveillance macro-économique, telle qu'elle est effectuée par le FMI, ne suffisait pas à garantir un bon fonctionnement du système financier mondial et à éviter des phénomènes destructeurs de contagion. Pour répondre aux risques systémiques, il faudrait un filet de sécurité plus complet, qui traite à la fois le risque pays et les risques de marché. Dans des marchés financiers globalisés où le risque de liquidité peut engendrer des paniques, il faut un prêteur en dernier ressort. Ce ne peut sans doute pas être le FMI. Seul un club de Banques centrales, travaillant en coopération peut tenter de prévenir les désordres des marchés<sup>8</sup>.

L'hétérogénéité des anticipations de change entre les différents agents, et les mouvements d'opinion qui en résultent, sont soupçonnés d'être à l'origine de la forte volatilité des taux de change. Cependant, très peu de travaux ont examiné cette hypothèse empiriquement. A partir d'une base de données individuelles (enquêtes de consensus), on quantifie l'hétérogénéité des modèles utilisés par les individus pour prévoir les taux de change. Ce travail est mené en collaboration avec R. MacDonald (Université de Strathclyde). Un document de travail sera publié en décembre<sup>9</sup>. Il montre que les prévisionnistes utilisent des méthodes différentes pour prévoir les taux de change, mais que peu utilisent plusieurs méthodes à la fois. Par ailleurs, les comportements estimés n'ont pas le caractère déstabilisant qu'on leur prête souvent : les agents anticipent en général des variations de taux de change en sens inverse des variations qu'ils viennent d'observer.

L'incertitude sur le niveau d'équilibre des taux de change : le taux de change d'équilibre fondamental d'un pays peut être défini de différentes manières selon l'horizon auquel on se situe (et le degré d'ajustement des prix et des stocks d'actifs ou de capital physique qui en découlent), et les déséquilibres que l'on privilégie (écarts de prix, écarts de développement, déséquilibres extérieurs), sans que la cohérence des différentes notions soit toujours explicitée. On comprend alors le désarroi des marchés financiers et la difficulté de la coordination des politiques de change ou de la définition de régimes de change adéquats. Une étude méthodologique s'efforce de comprendre l'articulation des différents taux de change d'équilibre. Elle montre les difficultés à utiliser ces normes pour la pratique de la politique de change dans les pays industrialisés, car le niveau d'équilibre dépend de la trajectoire suivie pour l'atteindre, sauf à très long terme où les normes perdent leur caractère opérationnel<sup>10</sup>. Ce travail s'inscrit en outre dans le cadre des réflexions préliminaires à la construction d'un nouveau modèle macro-économique international.

Ces normes de taux de change réel sont néanmoins très utiles pour échapper aux analyses simplistes en termes de parité de pouvoirs d'achat, en particulier dans les pays émergents.

---

<sup>7</sup> Jérôme Sgard, "Le Brésil et la Russie face au risque de crise financière", *Lettre du CEPII*, n°166, mars.

<sup>8</sup> Michel Aglietta, "Dealing with Systemic Risk", *miméo CEPII*, mai.

<sup>9</sup> A. Bénassy-Quéré, S. Larribeau et R. MacDonald, "Do Individuals Use Different Models to Forecast Exchange Rates?", *miméo CEPII*, décembre.

<sup>10</sup> Loïc Cadiou, "La notion de taux de change d'équilibre a-t-elle un sens ?", *miméo CEPII*, décembre.



Différents travaux empiriques ont été menés sur les taux de change d'équilibre de certains pays ou zones. Ainsi a-t-on tenté d'évaluer le taux de change réel d'équilibre de la Hongrie, qui semble s'apprécier au cours du temps<sup>11</sup>. Une analyse du lien entre croissance et taux de change réel a également été menée pour les pays du Sud de la Méditerranée<sup>12</sup>.

*Les mutations du système monétaire international*

Le rôle international de l'euro : un rapport de synthèse a été réalisé sur ce thème pour le Parlement européen<sup>13</sup>. Il y a trois raisons de penser que l'introduction de l'euro représentera un changement important pour le Système monétaire international. Tout d'abord, l'euro, du fait qu'il sera la monnaie d'une zone qui pèse lourd dans l'économie mondiale, devrait acquérir certaines caractéristiques des monnaies internationales. En second lieu, l'existence d'une politique monétaire commune dans la zone euro pourrait modifier le comportement du taux de change du dollar. Enfin, l'émergence de l'euro comme monnaie internationale, les changements institutionnels en Europe, dont l'objectif est la stabilité des prix, devraient faire évoluer la pratique actuelle de la coopération internationale en matière de change.

Le taux de change euro/dollar : l'étude des canaux d'instabilité auxquels sera soumis le taux de change de l'euro par rapport au dollar a été achevée par des simulations stochastiques. La maquette utilisée a été estimée pour trois pays, États-Unis, Allemagne et France, sur la période 1972-1995. Les simulations permettent de comparer trois régimes de change : union monétaire, SME et changes flottants. Il apparaît que l'union monétaire pourrait réduire la variabilité des taux de change transatlantiques<sup>14</sup>. L'élimination de la source d'instabilité née des chocs sur les parités intra-européennes, ainsi que les effets d'anticipation, pourraient l'emporter sur le rôle de ces parités comme variables d'ajustement macroéconomique, effet souvent mis en avant dans les travaux antérieurs.

Les politiques d'ancrage à l'euro : les régimes de change des pays d'Europe de l'Est qui ont vocation à rejoindre l'Union européenne ont été étudiés. Une première étude utilise une approche économétrique inspirée de la théorie des zones monétaires optimales et insiste sur le rôle déterminant de la contrainte extérieure en matière de politique de change. Elle montre que ces pays auront clairement intérêt à ancrer leurs monnaies sur l'euro<sup>15</sup>. Une deuxième étude examine la même question du point de vue de la convergence nominale (au sens des critères du traité de Maastricht) et réelle (synchronisation des cycles de production et d'emploi). Elle met en évidence à la fois l'intégration très forte de ces pays avec l'Allemagne et les difficultés très grandes qu'il y

---

<sup>11</sup> Nathalie Avallone et Amina Lahrèche, "Equilibrium Exchange Rates in Transition Economies, the Case of Hungary", *mimeo CEPII*, juin.

<sup>12</sup> Amina Lahrèche, "Taux de change réel, croissance et développement : l'intégration des pays du Sud de la Méditerranée à l'Union européenne", *mimeo CEPII*.

<sup>13</sup> Agnès Bénassy-Quéré, Benoît Mojon et Denis Schor, "The International Role of the Euro", rapport pour le Parlement européen, projet n°IV/97/33, *Document de travail du CEPII* n° 98-03.

<sup>14</sup> Agnès Bénassy-Quéré et Benoît Mojon, "EMU and Transatlantic Exchange-Rate Stability", *Document de travail du CEPII*, n° 98-02, mars.

<sup>15</sup> Agnès Bénassy-Quéré et Amina Lahrèche-Révil, "Pegging the CEEC's Currencies to the Euro", *Document de travail du CEPII*, n°98-03, juillet.

aurait à leur demander d'appliquer des critères de type Maastricht<sup>16</sup>. Enfin, une troisième étude<sup>17</sup>, en collaboration avec la Banque de France, analyse l'incidence du degré d'ouverture au commerce international de trois pays d'Europe centrale du point de vue de l'effet du taux de change sur les équilibres économiques interne et externe. Elle en tire des conclusions sur le régime de change souhaitable.

Enfin, la question de l'ancrage à l'euro de monnaies du Sud de la Méditerranée a également été examinée. Par deux méthodes différentes, on montre que les pays du sud de la Méditerranée auront, eux aussi, intérêt à centrer leur politique de change sur l'euro<sup>18</sup>. L'adoption d'ancrages monétaires (fixes ou ajustables) sur l'euro dans les pays émergents (importateurs de capitaux) serait de nature à favoriser l'émergence de l'euro comme monnaie internationale, et à en limiter le risque de surévaluation.

Fonds de pension, épargne et intégration financière internationale : ce projet, qui sera l'un des axes de travail majeur du pôle macro-économie en 1999, a pris un certain retard en raison d'un manque de financement. Grâce au soutien substantiel de la Caisse des Dépôts et Consignations, le projet a démarré à l'automne 1998, en collaboration avec l'OFCE et le Mini-Forum (Université de Paris-X).

### 3. Divers

Un certain nombre de travaux prévus pour 1997 et qui avaient pris du retard ont été achevés au premier semestre 1998. L'étude de la consommation d'énergie en France sur longue période met en évidence un impact considérable du revenu et du progrès technique sur la consommation d'énergie, alors que le coût d'usage relatif de l'énergie par rapport à la consommation (pour les ménages) et par rapport au capital (pour les entreprises) est faible, voire non significatif<sup>19</sup>. Par ailleurs, la réestimation du sous-modèle Allemagne de Mimosa pour l'ensemble de l'Allemagne réunifiée a été achevée<sup>20</sup>. Elle confirme une rupture dans les comportements macro-économiques après la réunification.

Le pôle macro-économie a largement contribué à l'ouvrage "*L'économie mondiale 1999*", collection Repères (La Découverte), paru à la rentrée. Dans la même collection, il a réalisé en collaboration un ouvrage pédagogique sur les taux d'intérêt<sup>21</sup>.

Enfin, des travaux plus ponctuels ont été réalisés, notamment une étude sur les marges de

---

<sup>16</sup> Laurence Boone et Mathilde Maurel, "Economic Convergence of the CEEC's with the EU", *miméo CEPII*, juin, communication pour le colloque "*L'intégration des pays d'Europe Centrale dans l'Union européenne*" organisée à Prague les 15-16 septembre par la CDC, le CEFI et le CEPII.

<sup>17</sup> Michel Aglietta, Camille Baulant et Virginie Coudert, "Compétitivité et régimes de change en Europe centrale", *miméo CEPII* pour le colloque de Prague de septembre.

<sup>18</sup> A. Bénassy-Quéré et A. Lahrière-Révil, "L'euro et le Sud de la Méditerranée", *miméo CEPII*, décembre. J.C. Berthélemy et S. Chauvin, "Les conséquences de la création de l'euro pour les Etats membres de la francophonie", *miméo CEPII*, novembre.

<sup>19</sup> Pierre Villa, rapport pour l'Observatoire de l'énergie, avril. *Document de travail du CEPII* n° 98-08.

<sup>20</sup> Philippine Cour, "Modélisation de l'Allemagne réunifiée pour MIMOSA", *miméo CEPII*, mars.

<sup>21</sup> Agnès Bénassy-Quéré, Virginie Coudert et Laurence Boone, *Les Taux d'Intérêt*, collection Repères (La Découverte).

manœuvre budgétaires de la Commission européenne<sup>22</sup>.

## II. PÔLE COMMERCE INTERNATIONAL

### 1. Ouverture internationale et marché du travail

Dans le prolongement des travaux déjà effectués au CEPII, une maquette d'équilibre général a été construite pour étudier les principaux déterminants de l'évolution des inégalités salariales dans les pays riches, à savoir les chocs de commerce international (ouverture à l'échange), de progrès technique et de hausse de la qualification. Au sein d'un cadre d'analyse homogène et cohérent, ce travail a permis de donner des ordres de grandeur des effets en présence, en s'attachant à étudier les déterminants de la sensibilité de ces effets. Dans ce contexte et à partir de l'hypothèse de salaires flexibles, le rapport montre que les chocs créant le plus d'inégalités salariales sont le progrès technique et le commerce Nord-Sud. L'accent a été mis, dans un second temps, sur l'amélioration de la modélisation du fonctionnement du marché du travail, traditionnellement caricaturée dans ce type d'études. Trois modes sont comparés : salaires flexibles, salaires relatif qualifiés/non qualifiés rigide, salaires négociés (modèle WS/PS). La comparaison de différents modes de fonctionnement du marché du travail donne une appréciation chiffrée de leurs différences de réactions face à des chocs donnés (commerce international Nord-Nord ou Nord-Sud, progrès technique) et démontre finalement que ces différences ne sont pas très significatives<sup>23</sup>.

L'étude sur *le marché du travail britannique*<sup>24</sup> a montré que si l'on prend une perspective de long terme, l'économie britannique a réellement créé plus d'emploi que la France, ce qui était contesté par plusieurs études parues en France sur le sujet. La différence des profils démographiques explique aussi la divergence des taux de chômage. Le déversement d'emplois depuis l'industrie vers les services a été plus rapide au Royaume-Uni qu'en France. Au sein des services, la création d'emplois salariés a été relativement faible en France dans l'hôtellerie-restauration et la distribution pour les activités à bas salaires, ainsi que dans les services financiers pour les activités à forte valeur ajoutée.

### 2. Échange international et compétitivité

Le *Rapport sur la compétitivité* a été achevé et publié dans le courant du mois de septembre. Ce rapport<sup>25</sup> comprend trois parties : une analyse de la crise asiatique sous l'angle de la concurrence internationale ; un panorama de la performance des nations à long et court terme, au niveau macroéconomique et au niveau sectoriel ; enfin, dans la

---

<sup>22</sup> Philippine Cour, "Le budget de la Commission européenne : des possibilités d'intervention limitées".

<sup>23</sup> Sébastien Jean et Olivier Bontout, "Sensibilité des salaires relatifs aux chocs exogènes de commerce international et de progrès technique – Une évaluation d'équilibre général", *Document de travail du CEPII*, n° 98-09, Sébastien Jean et Olivier Bontout, "Wages and Unemployment: Trade-off between Different Labor Market Paradigms", *Document de travail du CEPII*, n°98-13.

<sup>24</sup> Michel Fouquin, Sébastien Jean et Aude Sztulman, "Le marché du travail britannique vu de la France", *La Lettre du CEPII*, n° 167, avril, et *Document de travail du CEPII*, n° 98-11, en outre une publication dans "Economie et Statistiques" est prévue.

<sup>25</sup> "Compétitivité des Nations", rapport du CEPII sous la direction de Michel Fouquin, par Isabelle Bensedoun, Laurence Boone, Lionel Fontagné, Michael Freudenberg, Colette Herzog, Nanno Mulder, Laurence Nayman et Deniz Unal-Kesenci. Préface de Jean-Claude Berthélemy.

troisième partie, une analyse des liens de complémentarité entre l'investissement international et le commerce. Un colloque de présentation du rapport s'est tenu le 23 septembre et a bénéficié du soutien des Échos, du CFCE et du CIREM. *La Lettre du CEPII* de septembre a présenté certaines des conclusions du rapport dont voici un bref résumé :

Le rapport montre dans sa partie I que la crise asiatique est aussi une crise de la compétitivité-liée à l'ancrage des monnaies au dollar- qui a révélé l'insoutenabilité des politiques d'investissements eux-mêmes excessifs du fait notamment de la libéralisation partielle et mal contrôlée des mouvements de capitaux. La sortie de crise apparaît difficile du fait de la faiblesse du pays leader de la région (le Japon) et de la contagion qui a fait s'effondrer les échanges intra asiatiques. A la différence de la crise mexicaine qui a pu retrouver le chemin de la croissance, grâce à ces exportations, en moins d'une année, sans pour autant avoir résolu la facture financière, l'ajustement des économies asiatiques s'effectue par la seule récession en dépit de la surcompétitivité de leurs produits.

La seconde partie du rapport montre que l'évolution des revenus par tête, au niveau mondial, révèle une absence de rattrapage systématique (celui-ci est évalué par rapport à un groupe dit de référence qui est composé des pays les plus riches en 1960 et qui le sont restés en 1995 ce qui inclut la France) des pays riches par les pays pauvres. En moyenne, la croissance n'a pas été plus rapide dans les économies initialement pauvres, la plupart des pays riches le sont restés, les inégalités de niveau de vie entre pays se sont accrues. Cependant, cette image globale masque des évolutions particulièrement contrastées entre les pays<sup>26</sup>. Au total, très peu de pays ont connu un rattrapage significatif. Le groupe dont les caractéristiques structurelles ont été les plus proches de celles des pays riches est aussi celui qui a le plus comblé son écart de richesse. Partant d'un niveau de revenu par tête relativement faible, sa croissance a été très rapide, soutenue par les politiques mises en œuvre pour favoriser l'investissement et l'éducation, et maîtriser la croissance démographique.

Pour les grands pays développés qui constituent aujourd'hui une part déterminante du groupe de référence, la performance repose sur le progrès technique pour les pays européens, sur l'accroissement des *inputs* en équipement et en travail pour le Japon et les États-Unis. En France, en Allemagne et au Royaume Uni, la croissance de la production (PIB) sur la période 1960-1995 s'explique surtout par le progrès technique (mesuré par les gains de productivité globale des facteurs, PGF). Au Japon, le taux de croissance de la PGF est du même ordre de grandeur qu'en Europe, mais la croissance du PIB est surtout tirée par l'accumulation du capital. La contribution de la PGF à la croissance est particulièrement faible aux États-Unis. Ce pays se situe sur la "frontière" du progrès technique, ce qui explique un rythme de croissance de la PGF, plus modéré que dans les autres pays qui ont été en phase de rattrapage sur la période étudiée.

Le rapport montre ensuite que les différences entre les pays qui ont su rattraper au moins en partie leur retard de niveau de vie et les autres, se manifestent aussi au niveau sectoriel, dans la structure des spécialisations.

---

<sup>26</sup> Ont été retenus comme pays riches les 17 pays parmi les plus riches en 1960 et qui le sont restés en 1995 : États-Unis, Suisse, Nouvelle-Zélande, Suède, Australie, Royaume-Uni, Allemagne, Danemark, Canada, Pays-Bas, France, Norvège, Islande, Belgique, Autriche, Finlande et Italie.

La spécialisation internationale d'un pays reflète en effet des phénomènes structurels tels que les écarts relatifs de productivité des facteurs, les dotations factorielles, les économies d'échelle ou les avantages spécifiques des firmes. La structure de spécialisation d'un pays n'est pas neutre ; sa qualité et sa dynamique ont des répercussions importantes sur la croissance du revenu national. Les pays qui ont convergé ont "misé" sur les bons produits, ceux dont la part progresse dans le commerce international. Par contraste, l'insertion internationale des pays qui ont divergé est marquée par une forte inertie dans le temps ; en maintenant de forts avantages comparatifs sur les produits stables et en régression dans le commerce mondial, ils ont subi les effets cumulatifs de leur mauvaise spécialisation.

Le cas des pays riches du groupe de référence est plus complexe. Leur compétitivité structurelle n'est pas nécessairement fondée sur une spécialisation dans des secteurs à forte croissance de la demande mondiale, mais plutôt sur la création d'avantages comparatifs au niveau micro-économique. Par les stratégies d'innovation de processus et de différenciation de produits, leurs firmes créent les conditions de ventes à des prix plus élevés, et se protègent, du moins temporairement, des concurrents. L'analyse de la spécialisation européenne le montre bien : les produits de haut de gamme sont les principaux points forts de l'Union européenne.

La compétitivité c'est aussi la compétitivité prix et par la même les fluctuations de change y jouent un rôle fondamental. L'expérience des changes flottants depuis 1973 a montré que les taux de change nominaux des grandes monnaies (dollar, yen et deutsche mark) ne convergeaient pas vers des valeurs d'équilibre et qu'ils pouvaient diverger durablement des parités de pouvoir d'achat. Ces mouvements de parité jouent un rôle majeur dans la compétition internationale souvent bien plus important que les évolutions de prix internes à chaque économie.

A court terme, les évolutions de change sont encore plus erratiques et l'ampleur des fluctuations ne donne pas de signe de résorption. Pour mesurer ces fluctuations et les rendre comparables, le CEPII a calculé un indicateur spécifique : le taux de change relatif réel. Depuis juillet 1995, le dollar s'est apprécié, entraînant dans son sillage toutes les monnaies de la zone dollar, jusqu'à atteindre un niveau proche des taux de parité des pouvoirs d'achat en juillet 1998. Les conditions de la concurrence Europe États-Unis paraissent alors équilibrées.

La troisième partie du rapport s'intéresse aux évolutions des investissements directs qui ont connu une importance croissante depuis le milieu des années quatre-vingt. Les investissements à l'étranger détruisent-ils l'exportation à partir du territoire national, au détriment de l'activité économique ? Le rapport du CEPII propose aujourd'hui de nouvelles estimations repoussant ces craintes<sup>27</sup>. Au niveau le plus élémentaire, l'estimation d'équations d'exportations bilatérales permet de souligner que les flux de commerce et d'investissements directs se soutiennent mutuellement. Ainsi, par exemple les exportations japonaises vers les États-Unis sont augmentées de 149% par l'intensité des relations

---

<sup>27</sup> Les travaux réalisés sur données suédoises ont jusqu'ici servi de référence. Selon ces travaux l'investissement direct à l'étranger n'a globalement pas d'effet significatif sur les exportations des maisons mères suédoises. Les ventes sur place se substituent à ces exportations mais en impliquant de nouvelles. En pratique, un dollar de vente sur place se substitue à 2 cents d'exportations mais crée 12 cents de nouvelles exportations, soit un effet de complémentarité de 10 cents, au net. Le principal effet joue sur la nature des produits échangés.

bilatérales d'IDE entre ces deux pays. D'autres estimations, sur données plus désagrégées précisent la relation dans le cas français : sur la période 1984-94 chaque dollar d'investissement direct français à l'étranger est associé à 59 cents d'exportations supplémentaires vers le pays d'accueil et seulement 24 cents d'importations supplémentaires en provenance de ce pays, dans la branche concernée par l'investissement. L'IDE sortant renforce donc les positions commerciales de la France. L'investissement étranger en France a des effets symétriques, mais un impact net sur la balance commerciale sensiblement inférieur.

Le rapport sur *la spécialisation technologique de la France* est achevé<sup>28</sup>. Les principaux résultats ont été présentés au CIREM. Cette étude réalisée grâce au soutien de la Direction de la Prévision utilise une nomenclature originale développée pour l'OCDE et Eurostat. Les produits sont identifiés au niveau 8 digits et caractérisés par leur contenu technologique. La position de la France est excédentaire grâce notamment au secteur aéronautique et est plutôt favorable comparée à celle des autres pays européens. Pour chaque catégorie de produits on évalue ensuite une valeur unitaire moyenne pour l'Europe qui permet d'évaluer la position de chaque pays en termes de gamme. Le croisement des deux catégories de critères permet de renouveler l'analyse. La position de la France apparaît surtout forte dans les produits de gamme moyenne (produits de l'aéronautique).

#### *Investissements directs et échange*

L'étude prévue dans le programme de travail est achevée<sup>29</sup>, une partie a été utilisée pour la partie 3 du rapport sur la compétitivité. L'étude montre qu'il y a un lien de complémentarité entre investissements et échanges dans les relations entre les pays de l'OCDE. La relation a été testée sur des données bilatérales et sectorialisée. Cette relation est particulièrement nette entre les grands pays. A la demande et avec la collaboration de l'OCDE, le travail a été prolongé jusqu'à fin octobre.

Par ailleurs, une étude spécifique sur l'investissement direct japonais montre que la structure industrielle du pays d'accueil a peu influencé la décision d'investir des industriels japonais. L'avantage compétitif de la firme semble avoir joué un rôle prépondérant<sup>30</sup>.

#### *La compétitivité dans les services*

Cette étude propose une comparaison internationale entre sept grands pays développés des niveaux de productivité notamment dans le secteur des transports et

---

<sup>28</sup> Lionel Fontagné, Michael Freudenberg et Deniz Ünal-Kesenci, "La place de la France dans les échanges de produits de haute technologie", *miméo CEPII*, novembre.

<sup>29</sup> Lionel Fontagné et Michaël Pajot, "Investissement direct et commerce international : le cas français", *Revue Economique*, 49, (3), 593-605, 1998. Lionel Fontagné, "En attendant l'AMI : un bilan des relations entre investissement direct à l'étranger et commerce", *La lettre du CEPII*, n° 168, article repris dans *Problèmes économiques*, La Documentation Française, n° 2578, 12 août. Michaël Pajot, "Le potentiel de croissance des échanges avec la France de plusieurs pays en rattrapage économique", *Rapport pour la Direction de la Prévision*, juin. Lionel Fontagné, Michaël Pajot, "Trade, Foreign Direct Investment and Competitiveness: a Reappraisal", OECD-DSTI, présenté sous la responsabilité du secrétariat au groupe statistique du comité de l'industrie, session annuelle sur la globalisation, 4-5 novembre.

<sup>30</sup> Evelyne Douville, "The Specialization of Japanese Direct Investment in Asia", communication au colloque de l'INSEAD sur le Japon, février.

télécommunications<sup>31</sup>. La productivité du travail apparaît plus forte aux États-Unis qu'en Europe. Cependant, dans les communications, la France et l'Allemagne se rapprochent rapidement du niveau américain. Par ailleurs, l'indicateur d'analyse à parts de marché constantes a été testé sur les bases de données des balances de paiement<sup>32</sup>. L'indicateur révèle qu'il s'agit d'un marché en forte croissance mais que, dans les années récentes, les principaux pays développés perdent globalement des parts de marché.

### 3. Information internationale

La base de données CHELEM a été mise à jour en janvier 1998 pour l'année 1996. La refonte de la sous-base balance des paiements pour la mettre en conformité avec les nouvelles nomenclatures du FMI a débouché sur une première évaluation de la balance mondiale. Une *Lettre du CEPII*<sup>33</sup> analyse les causes des désajustements des différents postes de la balance courante. La mise à jour pour l'année 1997 est en cours et devrait être disponible au CEPII en janvier 1999.

La version 1998 du CD-ROM CHELEM a été diffusée à une cinquantaine d'exemplaires, chiffre identique à celui de l'année précédente. Il faut noter qu'il s'agit de la dernière version du CD-ROM réalisée sous DOS.

En plus des documents de présentation de CHELEM, en français et en anglais, il existe désormais une documentation détaillée de la base CHELEM-PIB. La double documentation (constructeur et utilisateur) de la base CHELEM-Balance des paiements est en cours.

### 4. Divers

Un numéro spécial de la revue consacré à la régionalisation<sup>34</sup> a paru en octobre 1998. Il comprend une étude sur la régionalisation du commerce mondial (issu des programmes de travail 1997) qui propose l'estimation d'un modèle gravitationnel appliqué à l'ensemble du commerce mondial. Après avoir éliminé l'effet de taille des économies partenaires, l'estimation met en évidence l'effet spécifique de la proximité commerciale qui est très important. Des indicateurs originaux de proximité des spécialisations, de proximité géographique et d'accords régionaux ont été testés avec succès. Un document de travail a également été publié.

Une étude commandée par le Ministère de l'Industrie en 1997 sur *les grandes économies émergentes* a été achevée. Elle aborde la question des crises de change et de leurs effets sur les stratégies d'internationalisation des pays émergents. Le cas du Mexique est particulièrement intéressant de ce point de vue. L'étude va faire l'objet prochainement d'un "quatre pages" pour le SESSI et de la publication d'un document de travail.

## III. PÔLE ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET EN TRANSITION

---

<sup>31</sup> N.Mulder et B.Chane Kune, "Productivité du travail dans les transports, les communications et le commerce : une comparaison internationale", *La lettre du CEPII*, n° 165, février.

<sup>32</sup> B.Chane Kune, N.Mulder et I. Rabaud, "Trade Performance in Transport", in J.Arkell (ed.) (1998) Proceedings of 14th PROGRES Seminar on Service Economy, Genève et rapport du CEPII sur la compétitivité des nations page 178.

<sup>33</sup> Isabelle Rabaud, "Le « désajustement » de la balance courante mondiale", *La Lettre du CEPII*, n° 170, juillet.

<sup>34</sup> "Régionalisation et multilatéralisme sont-ils antinomiques ?", n° 74, 2<sup>ème</sup> trimestre.

## 1. Intégration et convergence régionale en Europe

*Perspectives des échanges entre l'Union européenne et les pays méditerranéens et PECO associées*

Les travaux pour ce projet, qui ont été menés dans le cadre d'un programme de recherche pour la Commission européenne coordonné par le CEPII sur "Trade Between the European Union and the Associated States: Prospects for the Future" sont achevés.

Le séminaire final de ce projet a été organisé le 26 novembre 1998. Il a réuni les partenaires du projet et des experts extérieurs (OCDE, Commission Européenne, WIIW de Vienne, DIW de Berlin). Les résultats des travaux réalisés au CEPII dans le cadre de ce projet sont résumés dans une récente Lettre du CEPII<sup>35</sup>. Ils feront l'objet d'un Document de travail du CEPII en décembre et seront vraisemblablement publiés dans la *revue Économie Internationale* en 1999. Les observations menées sur l'évolution des relations entre les pays d'Europe centrale et l'Union européenne laissent voir des formes nouvelles de complémentarité, qui préservent les possibilités de rattrapage des économies d'Europe centrale. L'investissement direct étranger joue un grand rôle dans cette dynamique en favorisant à la fois l'émergence de firmes suffisamment compétitives et en organisant une nouvelle division régionale du travail. En revanche, les pays baltes et balkaniques, quant à eux, restent plus éloignés de l'objectif d'intégration régionale en conservant des spécialisations traditionnelles<sup>36</sup>.

Le CEPII participe activement aux travaux du Commissariat général du Plan sur les aspects économiques et financiers de l'élargissement de l'Union européenne. Une contribution sur "La réintégration des Peco dans la division internationale du travail en Europe" a été remise au CGP.

*Prospective euro-méditerranéenne*

Le travail engagé antérieurement sur la dynamique d'intégration des Peco et des pays méditerranéens (Lettre du CEPII de novembre 1997) a été dans un premier temps complété par une approche plus fine des flux d'échanges et d'investissements<sup>37</sup>. Par ailleurs, l'intégration régionale euro-méditerranéenne a été comparée aux autres processus d'intégration à l'œuvre entre pays industrialisés et pays moins développés. Cette comparaison a fait l'objet d'une communication à la Conférence internationale sur la

---

<sup>35</sup> Michael Freudenberg et Françoise Lemoine, "Les dix pays candidats et l'Union européenne : l'intégration en marche", *La Lettre du CEPII*, n° 169, juin.

<sup>36</sup> Michael Freudenberg et Françoise Lemoine, "The Nature of Trade Relations Between Central European Countries and the European Union", communication pour le colloque sur "*L'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union européenne*" organisé à Prague les 15-16 septembre par la CDC le CEFI et le CEPII, à paraître en *Document de travail du CEPII*.

<sup>37</sup> Agnès Chevallier et Françoise Lemoine, "L'intégration de l'Europe centrale : quelles conséquences sur les relations de l'UE avec sa périphérie", communication pour le colloque sur "*L'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union européenne*" organisé à Prague les 15-16 septembre par la CDC le CEFI et le CEPII.



mondialisation, les migrations et le développement organisée par l'OCDE à Lisbonne (novembre 1998). Ce travail sera publié par l'OCDE en 1999<sup>38</sup>.

Il ressort de ces travaux que les exportations méditerranéennes n'ont pas jusqu'ici souffert de la concurrence des Peco sur le marché européen. Une forte spécialisation géographique de l'Allemagne et de la France vis-à-vis de ces deux régions périphériques a évité une concurrence directe. On peut d'ailleurs penser que les avantages que l'Allemagne a trouvés dans une division du travail avec ses voisins de l'Est ont incité la France à renforcer ses relations industrielles avec les pays du Maghreb qui présentent, au moins en termes de niveaux de salaires, le même type d'avantages que les Peco. Par ailleurs, les spécialisations des deux zones sont suffisamment différentes pour, là encore, éviter une concurrence frontale.

Cette évolution différente des spécialisations à l'Est et au Sud illustre la particularité des relations euro-méditerranéennes, mise aussi en évidence par la comparaison des processus d'intégration régionale de type Nord-Sud. Les exportations manufacturières de la plupart des zones "Sud" vers leurs pôles régionaux ont une structure sectorielle de moins en moins caractérisée par la nature particulière de la division régionale du travail : ces exportations sont de plus en plus similaires, à la fois, aux exportations de ces zones vers le reste du monde et aux importations de leur partenaire régional en provenance du reste du monde. Ca n'est pas le cas des exportations du Maghreb vers l'Union européenne. Leur structure sectorielle ne se rapproche ni de "l'offre" maghrébine vers le reste du monde, ni de la "demande" européenne adressée aux autres exportateurs. On peut s'interroger de ce point de vue sur le rôle des relations régionales dans l'intégration des économies maghrébines à l'économie mondiale. La question de savoir si le libre-échange euro-méditerranéen pourra orienter l'activité des pays méditerranéens vers des productions à plus forte valeur ajoutée et stimuler leur croissance fera l'objet de recherches plus approfondies menées en partenariat avec des économistes de la région<sup>39</sup>.

---

<sup>38</sup> I. Bensidoun et A. Chevallier, "Regionalisation et mondialisation : indicateurs des processus économiques à l'œuvre en Amérique du Nord, en Asie et entre l'Union européenne et sa périphérie", rapport pour la conférence internationale sur la mondialisation, les migrations et le développement organisée par l'OCDE à Lisbonne les 2 et 3 novembre.

<sup>39</sup> Une réflexion analytique sur l'effet des accords de libre-échange euro-méditerranéens sur le bien-être des pays au Sud de la Méditerranée a été menée au CEPII par Philippine Cour dans "*Conséquences de l'élargissement de l'Union Européenne pour le bien-être et le pouvoir de négociation des pays du Sud de la Méditerranée : éclairage à l'aide d'un modèle d'intégration asymétrique*", communication au congrès annuel de l'AFSE, 24 septembre.

## 2. Économies émergentes et en transition

### *Restructuration, financement des entreprises et politique industrielle en Russie*

Des travaux quantitatifs sur données d'entreprises russes ont été menés à l'aide de la base de données d'enquête qualitative construite par le Russian Economic Barometer<sup>40</sup>. L'exploitation de ces données a été abordée selon une stratégie définie en termes de "coupe temporelle", pour laquelle on a construit une base homogène à partir des quatre enquêtes de 1996, menées, en tout, auprès de 420 entreprises. Sur cette base, trois axes de recherches ont été développés. D'abord, une analyse factorielle (analyse en composantes multiples) a permis de projeter l'ensemble des entreprises sur un plan construit sur deux axes : l'un reflétant les performances productives des entreprises, l'autre le degré de contrainte financière qu'elles manifestent. Ensuite, une typologie des entreprises selon leur projection sur ce plan, puis le traitement de certains résultats en termes de statistique descriptive, ont permis de préciser certains résultats ou suggestions antérieurs. Enfin, une série de tests économétriques (Probit et Probit ordonné) ont établi un certain nombre de relations statistiques fortes entre variables de demande (ex ante) puis de distribution de crédit bancaire (ex post).

Il ressort de cette série d'analyses que la notion d'une "contrainte financière dure", comme composante centrale du processus de restructuration micro-économique, revêt en fait dans le cas russe une signification assez différente de celle qui a pu être identifiée en Europe centrale. Alors que dans ce dernier cas la contrainte financière est le levier de l'ajustement initial, puis d'une dynamique auto-entretenu de croissance, elle prend, au regard des enquêtes du Russian Economic Barometer une signification plus ambiguë : d'une part, la notion d'une contrainte financière est clairement identifiée comme une variable décisive, qui appelle une forme de réponse ; d'autre part, cette contrainte ne semble toutefois pas orienter les entreprises vers une stratégie d'expansion, projetée dans le moyen terme.

Le travail prévu sur l'industrie automobile est quant à lui resté au stade de la documentation. Le projet "d'accrochage" à un producteur automobile n'a pas abouti. Compte tenu par ailleurs de la situation économique russe, il paraît opportun de renoncer à ce projet.

### *Analyse des risques d'hyperinflation en Europe centrale et orientale*

Ce projet, conçu comme la poursuite d'une étude menée en 1997 sur la crise d'hyperinflation bulgare de 1996-97, n'a pas abouti. Il a toutefois donné lieu à des articles de presse<sup>41</sup>.

---

<sup>40</sup> Jérôme Sgard, Mathilde Maurel et Sophie Brana "Enterprises' Constraints and Adjustment in Russia, 1996, Lessons from a 420 Firms Qualitative Survey", à paraître en *Document de travail du CEPII*.

<sup>41</sup> Jérôme Sgard, "Quelles politiques de change en Europe centrale ?", *Le Monde*, 10 mars et "Le conseil monétaire bulgare : une option pour la Russie ?", *Le Monde*, 9 septembre.

### *Échanges extérieurs de la CEI*

Un vaste travail entamé en 1997 sur les relations commerciales des anciennes républiques soviétiques après l'éclatement de l'URSS a été achevé<sup>42</sup>. Cette étude montre que l'éclatement de l'Union soviétique a contraint les États successeurs à penser leurs relations commerciales sur des nouvelles bases. Les voisins directs des États indépendants ont été particulièrement concernés par ce changement. Pour les pays désireux de donner des bases économiques tangibles à leur indépendance politique, l'appui sur des marchés régionaux apparaît comme un élément majeur.

Par ailleurs, le recensement des données d'échanges intra-CEI nécessaires pour l'examen de la transition commerciale des nouveaux états a été avancé. On dispose d'une matrice d'échanges bilatéraux croisés (sans distinction de produits) de 1993 à 1996, et de données en 20 catégories de produits (classification propre basée sur la nomenclature par produits du Système Harmonisé) sur 1995 et 1996, pour 11 pays sur 12 (pas de données sur l'Ukraine). Cependant la collecte des données de base auprès des organismes statistiques de la Russie et des autres États a été très problématique et a retardé l'avancement des travaux d'analyse. Une première série de calculs met en évidence des avantages comparatifs très différents de chacun des États de la CEI selon qu'il échange avec la CEI ou avec le reste du monde. Il est envisagé de poursuivre ces travaux en 1999 pour achever ce projet<sup>43</sup>.

### *Sécurité et consolidation de l'État dans les pays de la CEI*

Le Groupe de recherche "Caspienne" (coopération CEPPII-MAE), a mené, à raison d'une réunion par mois, une réflexion sur les principaux problèmes posés par l'exploitation des richesses en hydrocarbures de la région et par leur acheminement vers les régions consommatrices. Il en ressort un certain nombre de conclusions dont les principales (non exclusives) sont les suivantes. 1) Les réserves d'hydrocarbures de la Caspienne, soit un dixième des réserves du Moyen-Orient traditionnel, ne représentent pas un enjeu énergétique international de très grande importance. 2) La Caspienne est devenu un enjeu géopolitique entre des intérêts américains qui se sont affirmés et une influence russe déclinante. 3) Néanmoins, les considérations propres à l'industrie du pétrole et le coût très élevé des investissements nécessaires pèsent de plus en plus lourd dans les arbitrages, notamment en matière de routes d'évacuation. 4) Le développement équilibré des Nouveaux États riverains est l'élément le plus négligé dans les actions menées sur la région, alors même qu'il devrait être privilégié dans l'intérêt de la sécurité régionale.

### *La restructuration des entreprises publiques en Chine*

Deux réunions de discussion ont été organisées sur ce thème, l'une avec Barry Naughton (University of California at San Diego) et l'autre avec Wing Thyee Woo (University of California at Davis).

---

<sup>42</sup> Dominique Pianelli, "Quel ancrage régional pour le commerce des États post-soviétiques ?", *Economie internationale*, n° 2. Voir également du même auteur "Le Caucase en pleine mutation économique", revue *Nouveaux Mondes* du CRES, n°8, octobre et "Atlas géopolitique du Caucase" (mise à jour 1998).

<sup>43</sup> Compte-rendu des réunions du Groupe de recherche et d'échanges Caspienne, 1997-1998 (CEPII et MAE).

Comme prévu, une première réflexion a été menée sur le recul du secteur d'État, face à la montée des entreprises étrangères dans l'industrie chinoise<sup>44</sup>. Des contacts ont été pris avec des économistes chinois (Ren Ruoen, Development Research Center à Pékin) ainsi qu'avec d'autres centres de recherche en France (CERDI), à Hongkong (CEFC, Centre d'études français sur la Chine Contemporaine) afin d'engager une coopération. A la suite de ces contacts, on envisage un programme de recherche plus vaste et associant plusieurs partenaires.

Notons aussi que le CEPII a publié en septembre les actes de son colloque de 1997 sur la Chine<sup>45</sup>.

#### *La Chine et la crise asiatique*

Ce sujet pose deux questions : la Chine a-t-elle eu un rôle dans la montée de la crise en s'imposant dans la concurrence internationale au détriment des autres économies asiatiques émergentes ? Quels seront les conséquences de la crise sur l'économie chinoise ?

On a souligné dans divers articles<sup>46</sup> que, contrairement à ce qui est souvent avancé, il n'y a pas eu de véritable dévaluation de la monnaie chinoise au 1<sup>er</sup> janvier 1994, puisque les autorités ont simplement aligné le taux de change officiel sur le taux des marchés de swap qui était utilisé déjà dans 80 pour cents des transactions. En fait depuis 1994 le taux de change effectif du yuan s'est fortement apprécié. L'élément moteur des exportations chinoises a été l'expansion des investissements directs étrangers qui ont alimenté une spectaculaire accélération des opérations internationales de sous-traitance et d'assemblage. Ces exportations à fort contenu en importation ont été peu sensibles à l'appréciation du change. L'analyse des données douanières récentes (1995-1997) montre que les entreprises des pays asiatiques implantées en Chine ont un rôle dominant dans ce commerce ce qui revient à dire que par leurs délocalisations elles ont été à l'origine d'une grande partie de l'expansion des exportations chinoises depuis 1994.

Jusqu'à présent, la crise a affecté les exportations chinoises en réduisant la demande des principaux clients de la Chine en Asie, mais les exportations de la Chine vers le reste du monde (États-Unis, Europe) ne paraissent pas pour l'instant être affectées par une perte de compétitivité liée à la dévaluation des monnaies asiatiques. Néanmoins, la progression des exportations totales s'est fortement ralentie : après avoir augmenté de 20% en 1997, les exportations n'ont augmenté que de 4% sur les neuf premiers mois de l'année et elles ont même reculé de 7% en septembre 1998 par rapport à septembre 1997. On constate que les exportations réalisées par les sociétés étrangères implantées en Chine résistent beaucoup mieux que celles des firmes chinoises (avec respectivement une évolution de +10% et -2% au cours des neuf mois de 1998). La raison principale ne réside pas dans l'orientation

---

<sup>44</sup> "Chinese Industrial Firms and Foreign Competition in the Domestic Market", communication à la conférence *Chinese Enterprises in Search of a New Corporate Governance System*, organisé par le China Reform Forum et le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine, Pékin 5-6 octobre.

<sup>45</sup> "The Chinese Economy" (sous la direction de Michel Fouquin et Françoise Lemoine), *Economica*, septembre.

<sup>46</sup> "Dévaluer ou non le yuan : un choix problématique pour Pékin en 1999", *Le Monde*, 3 novembre, et "Vingt ans de performances économiques chinoises : essai d'inventaire", dans l'ouvrage du CEPII sur *L'économie mondiale en 1999*, éditions La Découverte.

géographique de leurs débouchés, mais plutôt dans la nature de leur commerce, les exportations des sociétés chinoises ayant un moindre contenu en importation que celles des firmes à capitaux étrangers, elles sont plus vulnérables aux évolutions de change.

La crise asiatique pèse sur la croissance chinoise et impose une pause dans les restructurations en cours, tant des entreprises industrielles que du secteur bancaire.

Un article faisant le point sur ces réflexions est prévu en décembre 1998, ainsi qu'une *Lettre du CEPII* (à paraître en 1999).

#### *L'Afrique émergente*

Un premier travail d'analyse des performances de productivité globale des facteurs de différents pays africains sur la période 1960-1996 a été mené<sup>47</sup>. Cette étude propose une estimation robuste d'une fonction de production sur données de panel, qui permet de mener des exercices de calcul et de comparaison internationale des productivités. Ces résultats permettent d'examiner les phases significatives de croissance ou de régression d'un certain nombre de pays africains, en distinguant contributions du capital, du travail et de la productivité des facteurs. Il apparaît que, contrairement à ce qui a été observé dans les économies émergentes d'Asie depuis 1950 tout comme dans les épisodes antérieurs de croissance rapide en Afrique, les expériences récentes de croissance rapide en Afrique sont imputables à des gains de productivités, associés aux réformes économiques, sans qu'il y ait de véritable contribution de l'accumulation du capital. Ce résultat pose des questions sur la durabilité du processus de croissance des économies qui ont fait des progrès dernièrement, en raison de l'atonie de l'investissement qu'ils présentent, même après une phase longue de croissance. Ceci est vrai pour le Ghana et l'Ouganda en particulier, qui connaissent une croissance rapide depuis 10 ans ou plus, sans pour autant montrer de progrès en matière d'épargne et d'investissement. Se pose alors la question de la capacité de ces économies à poursuivre cette croissance. L'expérience suggère notamment que des gains significatifs de productivité globale des facteurs ne sont réalisables à long terme dans les pays en développement que s'il y a une réallocation et une diversification de la production vers des activités à plus forte valeur ajoutée, ce qui semble exclu en l'absence d'investissements. Ces travaux vont être poursuivis pour affiner les interprétations et tirer des conclusions pour l'avenir, en s'appuyant notamment sur des études de cas menées en collaboration avec le Centre de Développement de l'OCDE.

### **3. Divers**

Le CEPII a contribué aux Comptes de la Nation par la préparation d'indicateurs économiques 1997 des pays de l'Est<sup>48</sup>

Sur la base de travaux antérieurs, différents travaux sur la transition ont été produits, notamment des articles sur "Pologne : une transition réussie ?"<sup>49</sup>, "Transition et

---

<sup>47</sup> Jean-Claude Berthélemy et Ludvig Soderling, "Contribution of TFP and Capital Accumulation to Economic Take-Off: Some Empirical Evidence from Africa", document préparé pour le congrès annuel de l'AFSE, septembre et présenté le 5 novembre dans un séminaire donné au South Africa Institute for International Affairs (Johannesburg). Cette étude a servi aussi de base à un exposé au séminaire organisé par la DREE sur les perspectives de l'économie africaine (Abidjan, 9 novembre).

<sup>48</sup> Dominique Pianelli, juin.

ouverture"<sup>50</sup>, "Le plafonnement de la transition en Europe de l'Est"<sup>51</sup>, "The Restructuring of Banking Systems, the International Experience"<sup>52</sup>. Un article sur la conjoncture des pays en transition<sup>53</sup> et un article sur l'économie chinoise<sup>54</sup> ont été publiés dans *Économie mondiale 1999* (Repères, La Découverte). Enfin un article sur les pays émergents dans la mondialisation a été publié dans le dossier de la Revue française de géoéconomie consacré aux pays émergents<sup>55</sup>.

Par ailleurs, notons que l'évolution de la crise économique russe a été analysée dans plusieurs articles récents. Enfin une communication sur le thème "The EU's Agenda for External Trade Negotiations: Prospects for Mercosur and Chile" a permis de mobiliser, pour l'analyse des enjeux des négociations commerciales à venir entre le Mercosur et l'Union européenne, l'expérience acquise par le CEPII sur les politiques commerciales régionales de l'Union européenne<sup>56</sup>.

---

<sup>49</sup> Jérôme Sgard, dans le rapport *Ramses 1999* de l'IFRI.

<sup>50</sup> Jérôme Sgard, dans *La nouvelle Europe centrale* (sous la direction de Marcyn Fribes), La Découverte.

<sup>51</sup> Jérôme Sgard, dans *Sociétal*, février.

<sup>52</sup> Jérôme Sgard, rapport pour le *Russian Bureau of Economic Analysis*, juin.

<sup>53</sup> Dominique Pianelli, "Pays en transition : une reprise contrastée".

<sup>54</sup> Françoise Lemoine, "Vingt ans de performances économiques chinoises : essai d'inventaire".

<sup>55</sup> Agnès Chevallier, "Emergence, mondialisation et échanges internationaux", *Revue française de géoéconomie*, n° 6, été, Editions Economica.

<sup>56</sup> Jean-Claude Berthélemy et Philippine Cour, communication au séminaire "World Politics and International Trade: Scenarios for the Next Decade – Challenges and Opportunities for Argentina-MERCOSUR and Associated Countries", organisé par le SELA (Système économique latino-américain) et le ministère des affaires étrangères argentin, Buenos Aires, 21 septembre.

## **BILAN 1998**

### **PRINCIPALES PUBLICATIONS RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS REUNIONS ORGANISEES PAR LE CEPII OU LE CIREM**

- Annexe 1* : Publications du CEPII
- Annexe 2* : Publications (hors CEPII)
- Annexe 3* : Articles de presse, interviews
- Annexe 4* : Rapports et travaux pour des institutions publiques
- Annexe 5* : Réunions, colloques et séminaires organisés par le CEPII et le CIREM
- Annexe 6* : Communications et interventions à des colloques et à des séminaires
- Annexe 7* : Compte rendu du colloque organisé à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire du CEPII

## **ANNEXE 1 : PUBLICATIONS DU CEPII**

### **ECONOMIE INTERNATIONALE**

#### **N° 75, 3<sup>ème</sup> trimestre.**

- "Redistribution régionale et stabilisation par le gouvernement central au Canada, en France au Royaume-Uni et aux Etats-Unis : nouvelles estimations fondées sur l'économétrie des données de panel", Jacques MELITZ et Frédéric ZUMER.
- "Le panel banane à l'Organisation Mondiale du Commerce conséquences pour la réglementation communautaire", Catherine LAROCHE DUPRAZ.
- "L'accroissement des inégalités salariales en Europe centrale au cours de la transition".
- "Monopoles naturels, mondialisation, et gains de l'échange", Jean-Marc SIROËN.
- "Contractions budgétaires, et contraintes de liquidité : les cas danois et irlandais", Jérôme CREEL.

#### **N° 74, 2<sup>ème</sup> trimestre, 120 p., 117 Frs.**

##### **REGIONALISME ET MULTILATERALISME SONT-ILS ANTINOMIQUES ?**

Présentation : Michel Fouquin et Jean-Marc Siroën.

- "La régionalisation du commerce international", Michael Freudenberg, OCDE, Guillaume Gaulier, Université de Paris I, Deniz Ünal-Kesenci, CEPII.
- "Le régionalisme : les enseignements pour l'Est européen", Mathilde Maurel, Laboratoires ROSES, CNRS.
- "Quel ancrage régional pour le commerce des états-post-soviétiques ?", Dominique Pianelli, CEPII.
- "Spécialisation internationale et intégration régionale : l'Argentine et le Mercosur", Luis Miotti, Université de Paris XIII, Carlos Quenan, Université de Reims, Carlos Winograd, Université d'Evry.
- "Afrique australe : intégration régionale et « ancrage » à l'Union européenne", Jean-Pierre Cling, Direction des Relations Economiques extérieures, Ministère de l'Economie.



**N 73, 1<sup>er</sup> trimestre, 120 p., 117 Frs.**

- "Gérer les risques de contrepartie", Eric Nicols, Renault-Crédit international.
- "L'effet d'une dépréciation comptétitive de l'euro", Christophe Tavera, Université de Rennes I.
- "Ouverture et productivité ajoutée", Sébastien Dessus, Centre de développement-OCDE.
- "Le partage de la valeur ajoutée", Arnaud Sylvain, Banque de France.
- "L'Asie et l'Europe : quelles perspectives communes après la crise financière ?", Jean-Claude Berthélemy, CEPII.
- "Croissance, commerce et localisation", Jean-Louis Guérin, CEPII.

**N 72, 4<sup>ème</sup> trimestre 1997, 133 p., 117 Frs.**

Avant propos : Jérôme Sgard

- "Modèle de croissance néoclassique et flux de capitaux", Stéfano Manzocchi, Université d'Ancône, Philippe Partin, Institut des hautes études internationales, Genève et CERAS.
- "La crédibilité du mécanisme de change européen à bandes élargies", Bronka Rzepkowski, Banque de France.
- "Endettement et déflation financière au Japon, au Royaume-Uni et en France", Stéphanie Guichard, Benoît Mojon, CEPII.

**Le débat de politique économique**

Les fonds de pension

- "Faut-il des fonds de pension", Pierre Pestiau, Professeur à l'Université de Liège & DELTA-Paris.
- "Répartition, capitalisation et sécurité des régimes de retraite", E. Philip Davis, Institut monétaire européen.
- "La sécurité sociale dans les réformes récentes des retraites en Amérique Latine", Salvador Valdès-Prieto, Unisersidad catolica de Chile.

## LA LETTRE DU CEPII

- **"La régionalisation du commerce mondial"**,  
Deniz Unal-Kesenci, n° 174, décembre.
- **"Les PECO et l'euro"**,  
Agnès Bénassy-Quéré, Amina Lahrèche-Révil, Mathilde Maurel, n° 173, novembre.
- **"Quelles stratégies de spécialisation en Asie ?"**,  
Jérôme Sgard, n° 172, octobre.
- **"La concurrence internationale : vingt ans après"**,  
Isabelle Bensidoun, Deniz Unal-Kesenci, n° 171, septembre.
- **"Le « désajustement » de la balance courante mondiale"**,  
Isabelle Rabaud, n° 170, juillet-août.
- **"Les dix pays candidats et l'Union européenne : l'intégration en marche"**,  
Michael Freudenberg, Françoise Lemoine, n° 169, juin.
- **"En attendant l'AMI : un bilan des relations entre IDE et commerce"**,  
Lionel Fontagné, n° 168, mai.
- **"Le marché du travail britannique vu de France"**,  
Michel Fouquin, Sébastien Jean, Aude Sztulman, n° 167, avril.
- **"Le Brésil et la Russie face au risque de la crise financière"**,  
Jérôme Sgard, n° 166, mars.
- **"La productivité du travail dans les transports, les communications et le commerce : une comparaison internationale"**,  
Nanno Mulder, Bernard Chane-Kune, n° 165, février.
- **"Mesurer les inégalités entre nations"**,  
Loïc Cadiou, Pierre Villa, n° 164, janvier.

## THE CEPII NEWSLETTER

### N° 9, Summer 1998

*Au sommaire :*

- Focus:
  - *"The Competitiveness of Nations"*, Michel Fouquin et son équipe.
- Research Summary:
  - *"Is Foreign Direct Investment a Substitute for Trade?"*, Benoît Mojon & Jean Pisani-Ferry.
- *Conférence summary:*
  - *"Asia and Europe : What is the Joint Outlook in the Wake of the Financial Crisis? ; The French-German Economic Forum."*
- Recent Publications.
- Events: seminars and meetings.
- News in Brief.
- Forthcoming.
- CHELEM Database.

### N° 8, Winter 1997-1998

*Au sommaire :*

- Focus:
  - *"Foreign Trade, Productivity and Employment in Industrialised Countries"*,
- Research Summary:
  - *"Structural Assymetries between European Countries"*,
  - *"Debt Deflation in France, Japan and UK"*,
  - *The CEPII research programme for 1998.*
- Recent Publications.
- Events: seminars and meetings.
- News in Brief.
- Forthcoming.
- CHELEM Database.

---

\* **The CEPII Newsletter** est destinée aux correspondants du centre à l'étranger, elle est envoyée, dans la limite des stocks disponibles, sur simple demande, adressée à Sylvie Hurion, CEPII, 9 rue Georges Pitard, 75740 Paris Cedex 15, France. Tél. : (33) 1 53 68 55 14 (E-mail : HURION@CEPII.FR). Elle est également disponible sur le web : [www.cepii.fr](http://www.cepii.fr).

## DOCUMENTS DE TRAVAIL\*

### Documents de travail prévus :

- **"Enterprise Adjustment and the Role of Bank Credit in Russia"**, Jérôme Sgard.
- **"La réintégration des pays d'Europe centrale et orientale dans la division internationale du travail en Europe"**, (contribution du rapport du CGP sur l'élargissement à l'est), Françoise Lemoine.
- **"The Pattern of Comparative Advantage and the Nature of Trade relations between the European Union and the Associated States"**, Françoise Lemoine et Michael Freudenberg.
- **"What did French Monetary Policy do, Since the Last Realignment of the Franc"**, Benoît Mojon.
- **"Do Individuals use Different Models to forecast Exchange Rates?"**, Agnès Bénassy-Quéré, Sophie Larribeau et Ronald MacDonald.

### Documents de travail publiés :

- **"Wages and Unemployment : trade-off under different labour market paradigms"**, Olivier Bontout, Sébastien Jean, document de travail n°98-13, novembre.
- **"Structures financières et transmission de la politique monétaire en Europe, analyses comparatives de l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni"**, Benoît Mojon, document de travail n°98-12, novembre.
- **"Le marché du travail britannique vue de France"**, Michel Fouquin, Sébastien Jean, Aude Sztulman, document de travail n° 98-11, octobre.
- **"Compétitivité et régime de change en Europe centrale"**, Michel Aglietta, Camille Baulant, Virginie Coudert, document de travail n° 98-10, octobre.
- **"Sensibilité des salaires relatifs aux chocs exogènes de commerce international et de progrès technique : une évaluation d'équilibre général"**, Sébastien Jean, Olivier Bontout, document de travail n° 98-09, septembre.
- **"Evolution sur longue période de l'intensité énergétique"**, Pierre Villa, document de travail n° 98-08, septembre.
- **"Sacrifice Ratios in Europe : a Comparison"**, Laurence Boone, Benoît Mojon, document de travail n° 98-07, août.
- **"La politique monétaire et la crise japonaise"**, Stéphanie Guichard, document de travail n° 98-06, août.

- **"La régionalisation du commerce international : une évaluation par les intensités relatives bilatérales"**, Michael Freudenberg, Guillaume Gaulier, Deniz Ünal-Kesenci, document de travail n° 98-05, août.
- **"Pegging the CEEC's Currencies of the Euro"**, Agnès Bénassy-Quéré, Amina Lahrèche-Revil, document de travail n° 98-04, août.
- **"The International Role of the Euro"**, Agnès Bénassy-Quéré, Benoît Mojon, Armand-Denis Schor, document de travail n° 98-03, juillet.
- **"EMU and Transatlantic Exchange Rate Stability"**, Agnès Bénassy-Quéré, Benoît Mojon, document de travail n° 98-02, février.
- **"Programme de travail du CEPII"**, Jean-Claude Berthélemy, document de travail n° 98-01, janvier.

---

\* **Les documents de travail** sont envoyés, dans la limite des stocks disponibles, sur simple demande, adressée à Sylvie Hurion, CEPII, 9 rue Georges Pitard, 75740 Paris Cedex 15, France. Tél. : (33) 1 53 68 55 14 (E-mail : HURION@CEPII.FR). Ils sont également disponibles sur le web : [www.cepii.fr](http://www.cepii.fr).

## OUVRAGES

### "L'ÉCONOMIE MONDIALE 1999"

*Sous la direction de Agnès Chevallier & Daniel Pineye.  
Collection Repères, éditions la Découverte.*

#### Au sommaire :

*L'état de l'économie mondiale* : vue d'ensemble (Loïc Cadiou) ; pays développés (Laurence Boone, Loïc Cadiou & Stéphanie Guichard) ; pays en développement (Bruno Coquet) ; pays en transition (Dominique Pianelli).

*Les dossiers stratégiques* : L'Europe après l'euro : conséquences de l'Union monétaire sur la politique budgétaire (Claire Lefebvre) ; réguler la globalisation financière, (Michel Aglietta) ; Vingt ans de performances économiques chinoises : essai d'inventaire (Françoise Lemoine).

*Le point sur...* : la nation de convergence (Isabelle Bensidoun & Laurence Boone).

*Base de données sur l'économie mondiale*

*Chronologie de l'économie mondiale* (Evelyne Dourille-Feer).

### "LA CHINE ET LES ÉCONOMIES EUROPÉENNES EN TRANSITION : LES VOIES DE LA RÉFORME"

*Sous la direction de O. Bouin, F. Coricelli & F. Lemoine.  
Actes du colloque organisé par le CEPII, CEPR  
et le Centre de Développement de l'OCDE, Budapest, 1995.*

Diffusion : OCDE.

### "L'EUROPE APRÈS L'EURO : STRATÉGIES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI"

Actes du colloque "L'Europe après l'euro", coorganisé sous le haut patronage de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et à l'initiative de M. Jack Lang, président de la Commission des Affaires étrangères, par le CEPII et Elie Cohen, le 6 novembre 1997, collection Les Documents d'information, Assemblée nationale.

Diffusion : Assemblée nationale.

**"THE CHINESE ECONOMY"**

*Sous la direction de Michel Fouquin et Françoise Lemoine.*

Actes du colloque "L'économie chinoise : ombres et lumières", organisé par le CEPII et le CIREM, 25 juin 1997.

Diffusion : Economica.

**"COMPÉTITIVITÉ DES NATIONS"**

*Sous la direction de Michel Fouquin*

par Isabelle Bensidoun, Laurence Boone, Lionel Fontagné, Michael Freudenberg, Colette Herzog, Nanno Mulder, Laurence Nayman et Deniz Unal-Kesenci.  
Préface de Jean-Claude Berthélemy.

Diffusion : Economica.

**"THE ASIAN CRISIS – A NEW AGENDA FOR EURO-ASIAN COOPERATION"**

*Sous la direction de Jean-Claude Berthélemy et Tommy Koh*

Actes du colloque coorganisé par le CEPII et la Fondation Asie-Europe, Paris, 11-12 mai 1998.

Diffusion : World Scientific Publishing Co., Singapour.

***Actes du forum économique franco-allemand :***

**"THE EMU'S EXCHANGE RATE POLICY"**

Actes de la deuxième session du Forum économique franco-allemand, 12-13 janvier 1998, Bonn, organisé par le CEPII et Zentrum für europäische Integrationsforschung, *ZEI Policy Paper B97-02*.

Diffusion : CEPII et Zentrum für europäische Integrationsforschung.

**"ECONOMIC POLICIES AND EMU"**

Actes de la troisième session du Forum économique franco-allemand, 6-7 juillet 1998, Paris, organisé par le CEPII et Zentrum für Europäische Integrationsforschung.

Diffusion : CEPII ou Zentrum für europäische Integrationsforschung.

## ANNEXE 2 : PUBLICATIONS (HORS CEPII)

### Michel Aglietta

En collaboration avec C. Baulant et Virginie Coudert, "Pourquoi l'Euro sera-t-il fort. Une approche par le taux de change d'équilibre", *Revue Economique*, vol 49, n°3, mai.

En collaboration avec L. Scialom, "Vers une nouvelle doctrine prudentielle" *Revue d'Economie Financière*, juillet.

"Le capitalisme de demain", *Notes de la Fondation Saint Simon*, novembre.

"Nouveau régime de croissance et progrès social", *Esprit*, novembre.

"La régulation prudentielle de la globalisation financière", *Rapport Moral sur l'Argent dans le monde*.

En collaboration avec C. De Boissieu, "Redéfinir les règles du jeu", *Sociétal*, décembre.

En collaboration avec C. de Boissieu, "La responsabilité de la future banque centrale européenne" in Publication du CAE, Coordination européenne des politiques économiques, *La Documentation Française*.

En collaboration avec C. De Boissieu, "Problèmes prudentiels", id, *La Documentation Française*.

Co.ed avec A. Orlean, "La monnaie souveraine", Odile Jacob

"Macroéconomie financière," 2<sup>ème</sup> édition, *La Découverte*.

### Agnès Bénassy-Quéré

"L'euro et la stabilité des taux de change" (avec J. Pisani-Ferry), *Revue Economique*, 49 (3), pp. 733-742.

"Optimal Pegs for Asian Currencies", *Journal of the Japanese and International Economies*, à paraître

"Les Taux d'Intérêt", avec L. Boone et V. Coudert, *La Découverte*, collection Repères, 1998.

"Quel rôle pour l'euro au sud de la Méditerranée ?", in : *L'Euro-Méditerranée à l'Heure de la Monnaie Unique*, Cahiers de la Fondation Abderrahim Bouabid, n° 14, Rabat, mars 1998.

### Isabelle Bensidoun

"La diversité du développement économique et des échanges dans le bassin méditerranéen" avec A. Chevallier, in *Migrations, libre-échange et intégration régionale dans le Bassin Méditerranéen*, OCDE, octobre 1998.



**Jean-Claude Berthélemy**

"Croissance et environnement dans les pays en développement : conflit ou complémentarité dans le contexte économique des années 1990", in *L'environnement au XXIe siècle*, vol. 1, édité par Germes sous la direction de J. Theys, 1998.

"Développement financier, réformes financières et croissance : une approche en données de panel", *Revue économique*, janvier 1998.

"Economie du développement", article dans "Connaissances économiques" édité par B. Lassudrie-Duchêne, *Economica*.

**Laurence Boone**

"Les taux d'intérêt", avec A. Bénassy-Quéré et V. Coudert, *La Découverte*, collection Repères, 1998.

"Stylised Facts of the Business Cycles Revisited: A modelling Approach", with S.G. Hall, *Journal of International Forecasting*, à paraître.

"Economic Convergence of the CEECs with the EU", with Mathilde Maurel, *CEPR Working paper*, n° 2018, novembre.

**Agnès Chevallier-Brender**

"La diversité du développement économique et des échanges dans le bassin méditerranéen" avec I. Bensidoun, in *Migrations, libre-échange et intégration régionale dans le Bassin Méditerranéen*, OCDE, octobre 1998.

"Emergence, mondialisation et échanges internationaux", *Revue Française de Géographie*, n°6, été 1998.

"Perspectives des échanges euro-méditerranéens", in Les enjeux du partenariat euro-méditerranéen, FEMISE, *Editions de l'Aube*.

"L'Euro-Méditerranée entre mondialisation et régionalisation", *Monde arabe*, Maghreb-Machrek, hors-série décembre 1997, avec Gérard Kébabdjian.

"Le financement des économies méditerranéennes", *Techniques financières et développement*, n° 47, juin-juillet 1997, paru début 1998.

**Philippine Cour**

"Une justification théorique à la formation de l'ALENA : intégration régionale asymétrique" in "Congrès de 1997 sur l'économie la croissance économique et l'emploi", *Statistique Canada*, Ottawa, Ontario, Canada.

"A Rationale for the Formation of NAFTA: Asymmetrical Regional Integration", in Economic Conference 1997 Proceedings - Economic Growth and Employment, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada.

**Evelyne Dourille-Feer**

"Avis de coup de vent sur l'emploi", Chronique Japon, *Mutations Asiatiques*, à paraître.

"Critique de l'ouvrage *"Made in Japan"*, Japan Commission on Industrial Performance, The MIT Press, 1997 in *Politique Etrangère*, 3-1998.

"Reconstruire le modèle Japonais", in "La crise asiatique", *Géopolitique* n°62, juillet.

"Un nouveau modèle pour le Japon", *Mutations asiatiques*, juillet.

"L'économie du Japon", Collection Repère, éditions *La découverte*, février.

"L'effet boomerang des investissements japonais en Asie" in "*Japon Pluriel 2*", Deuxième colloque de la Société Française des Etudes Japonaises, Session H Economie, 20 décembre 1996, Editions Picquier.

### **Lionel Fontagné**

"Intra-Industry Trade and the single market: Quality Matters" *CPR Discussion Paper*, 1959, avec Michael Freudenberg et Nicolas Péridy, octobre.

"Echanges de biens inermédiaires : des gains de variété pour les producteurs européens", in *Industrie Française et Mondialisation*, SESSI, chapitre 19, 231-242, en collaboration avec Michael Freudenberg et Deniz Ünal-Kesenci.

"Commerce international et structures de marché : une vérification empirique", avec Michael Freudenberg et Nicolas Péridy, *Economie et Prévision*, à paraître.

"Investissement direct et commerce international : le cas français", avec Michael Pajot, *Revue Economique*, 49, (3), 593-605.

### **Michel Fouquin**

"Crise financière, crise réelle", Rapport Moral de la Caisse des Dépôts et consignations", édition 1998, octobre 1998.

"Le rôle du FMI dans la crise", *Géopolitique*, n° 62, juillet 1998.

"Asie : crise structurelle ou crise conjoncturelle" ?, *Panorama mondial* 1997, Editions Auzou, juin.

"Les nouvelles économies émergentes d'Asie : une chance pour la France", Section des relations extérieures du Conseil économique et social, 3 février.

### **Stéphanie Guichard**

"L'Asie du Sud-Est : quelles perspectives de croissance à moyen terme?" JM. Germain et S. Guichard, *Economie et Statistique* n°311.

"A Survey of Short Term Forecasts for the Four Major European Economies" S. Guichard, in 1999 Economic forecasts for the asian industrializing region, M. Toida et D. Hiratsuka ed, IDE à paraître début 1999.

**Sébastien Jean**

Cortes O., Jean S. et Pisani-Ferry J. (1998), "Trade with Emerging Countries and the Labour Market : the French Case", in *Trade and Jobs in Europe: Much Ado about Nothing?*, édité M. Dewatripont, A. Sapir et K. Sekkat, Oxford University Press.

Cortes O. et Jean S., "Does Competition of Emerging Countries Threaten the European Unskilled Labour? An Applied General Equilibrium Approach", dans *Europe and Asia: The Impact of Trade with Low-wage Economies on Employment and Relative Wages in the EU*, édité par P. Brenton, Macmillan, London, à paraître.

**Cyrille Lacu**

Cyril Lacu et Remy Contamin "Origines et Dynamiques de la crise asiatique" in ed. "L'Année de la Régulation - Edition 1998", *La Découverte*, Novembre, Paris.

**Françoise Lemoine**

"Integrating Central and eastern Europe in the Regional Trade and production Network" in *Enlarging Europe : The Industrial Foundations of a New Political Reality*, John Zysman and Andrew Schwarz editors, Research Series /number 99, University of California at Berkeley

"Chine : la longue marche vers la modernisation" *Géopolitique*, juillet 1998, n° 62.

**Nano Mulder**

Hofman et N. Mulder (1998), " The Comparative Productivity Performance of Brazil and Mexico, 1950-94 ", dans J. Coatsworth and A. Taylor (eds.), *Latin America and the World Economy in the Nineteenth and Twentieth Centuries : Explorations in Quantitative Economic History*, Harvard University Press, Cambridge.

"Productivity and Innovation in Services: An International Comparative Perspective", B. Van Ark, E. Monnikhof, and N. Mulder, *Canadian Journal of Economics*.

**Dominique Pianelli**

"Le Caucase en pleine mutation économique" dans le n°8 de la revue *Nouveaux Mondes* du CRES, Genève, octobre.

"Atlas Géopolitique du Caucase", réédition mise à jour 1998, INALCO, Paris.

Statistiques Est dans "*Les comptes de la Nation*", INSEE, Paris.

**Jérôme Sgard**

"Inflation, stabilisation et prix relatifs en Argentine et au Brésil, l'expérience des années quatre-vingt dix", *Revue Economique*, 49 :1, janvier, pp. 239-255.

"Discussion", in : Halpern L., Wyplosz Ch. (ed.), *Hungary : Towards a Market Economy*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 255-263.

"Pologne : une transition réussie ?", in : de Montbrial et Jacquet (dir.), *Ramses 99*,

Dunod, Paris, 35 pages, pp. 165-182.

"Transition et ouverture", in : Marcyn Fribes, *La Nouvelle Europe Centrale*, Editions La Découverte, pp. 252-268.

"Le plafonnement de la transition en Europe de l'Est", *Sociétal*, 6 pages, février.

### **Georges Sokoloff**

Conclusion de l'ouvrage collectif Anne de Tinguy (dir.), "L'effondrement de l'Empire soviétique," Bruxelles, Bruylant, novembre.

Article sur les rapports entre le pouvoir politique et l'oligarchie pétro-financière russe, "Le temps des oligarques", *Politique internationale*, hiver 1998-1999.

### **Pierre Villa**

"Pour une réforme du financement de la sécurité sociale", *revue de l'OFCE*, p 155 à 205, octobre.

"Capital humain, mobilité des capitaux et commerce international", *Annales d'Economie et de Statistique*, n°4, septembre-décembre.

"Coordination interne et externe de la politique économique, une analyse dynamique", *Revue Economique*, vol 49, n°3, p 655-664, mai.

"Croissance et contrainte financière en développement", *Revue Economique*, vol 49, n°1, pp 103-117, janvier.

### **ANNEXE 3 : ARTICLES DE PRESSE, INTERVIEWS**

#### **Michel Aglietta**

- "L'économie Japonaise n'est pas près de redémarrer" *Capital*, août.
- "Il faut résoudre la crise bancaire au Japon au plus vite", *L'Expansion*, 25 juin.
- "L'avenir du travail", *La Cinq*, 24 juin.
- "Inflation zéro : enfer ou paradis ?", *Le Nouvel Economiste*, 5-10 juin.
- "Créer des emplois", *La Cinq*, 26 mai.
- "Pour en finir avec les crises financières", *La Figaro/Aurore*, 14 mai.
- "Les crises financières sont des crises politiques... et vice versa", *Option Finance*, n°495, avec J.C. Berthélemy, 14 avril.
- "La finance globalisée a besoin d'une régulation", *Le Monde*, 2 avril.
- "L'intensification de la mondialisation oblige les politiques à un effort de transparence", *L'AGEFI*, 23 février.
- "Le Japon se présentera au G7 en position d'accusé", *La Tribune*, avec J.C. Berthélemy, E. Dourille-Feer.

#### **Agnès Bénassy-Quéré**

- Interview pour *L'Expansion*, *La Tribune*, *Libération*, *RFI*, *Radio Méditerranée*.

#### **Isabelle Bensidoun**

- "La performance des Nations : une histoire de bien-être" avec D. Ünal-Kesenci, *CCE International*, n°467, octobre.

#### **Jean-Claude Berthélemy**

- Interviews pour *France Culture*, *RFI*, *Radio Classique*, *Radio Canada*, *Deutsche Welle*, *Radio Méditerranée*.
- "Incertitudes sur le dollar", *Option finance*, 21 décembre.
- "L'Euroland n'est pas à l'abri de la crise", *Option finance*, 12 octobre.
- "Un philosophe soucieux de justice sociale" (à propos du Prix Nobel Amartya Sen), *Le Monde*, 15 octobre.
- Interview dans *Beeld* (quotidien économique de Pretoria) : "Afrika is nie'n verlore kontinent – Franse kenner".
- Interview sur la conjoncture mondiale et les risques de krach boursier, *Libération*, 6 août.

"Quand la Chine dévaluera...", *Option finance*, 27 juillet.

"Dévaluations asiatiques et concurrence commerciale", *Le Monde*, 8 juillet.

"Peut-on réduire les risques de crise financière internationale" ? *Option finance*, 8 juin.

"L'Asie et l'Europe : quelles perspectives après le sommet ASEM", *Option finance*, 20 avril.

"Les crises financières sont des crises politiques... et vice versa", *Option Finance*, n°495, avec Michel Aglietta, 14 avril.

"L'Afrique peut décoller, l'Europe doit l'aider", *Les Echos*, 16 mars.

"Faut-il avoir peur de l'AMI ?", *Le Revenu français*, 27 février.

"Le Japon serait prêt à relancer sa croissance", *Le Moci*, avec Evelyne Dourille-Feer, 19 février.

"Le Japon se présentera au G7 en position d'accusé", *La Tribune*, avec M. Aglietta, E. Dourille-Feer, février.

"Question à .....", *Les Echos*, 5 janvier.

#### **Agnès Chevallier-Breder**

"Conférence de Palerme" *RFI*, juin.

"Publication de *Economie mondiale 1999*", *Europe 1*.

"Les relations de l'UE avec les pays associés", avec Françoise Lemoine, *Science et Vie*, août.

#### **Philippine Cour**

Interview sur *Radio Classique*, par le journaliste Guillaume Paul, à propos des élections allemandes au Bundestag. Et interview par un journaliste du *Figaro* et un journaliste du quotidien danois *Boersen*, 28 septembre.

"L'Allemagne face aux défis européens : monnaie unique, chômage et élargissement à l'est", *Revue des Ingénieurs des Mines*, n° spécial France-Allemagne, juillet.

(Réponse à la journaliste Françoise Cazals, de *La Tribune*, à propos de la zone Mark et de son devenir avec l'Euro, 6 février).

Interview sur la *radio BFM* sur la hausse du chômage en Allemagne, 5 février.

#### **Evelyne Dourille-Feer**

"L'évolution du yuan et ses répercussions sur les autres pays d'Asie", *RFI*, 10 août

"La chute du yen et la chute de l'indice Nikkei au lendemain du discours du P.M OBUCHI", *BFM*, 10 août.

"La remontée des cours de la bourse préfigure-t-elle d'une reprise durable de

l'économie japonaise ?", interview de Jean-Marie Coat, *RFI*, 30 juin.

"Yen et crise du modèle économique japonais", interview d'Adrian N. Dearnell, *Bloomberg Television*, 17 juin.

"Que reflète la chute du yen ?", interview de Leroyer en direct de Tanger, *Radio Méditerranée*, 11 juin.

"Japon, le temps des crises", émission "L'économie en question", de C. Rousset et J. Généreux, *France culture*, 29 mai.

"La situation de l'économie japonaise" Journal de 20 heures, "Spécial Voyage de Jacques Chirac au Japon" de David Pujadas, *LCI (TV)*, 27 avril.

"Le nouveau plan de relance débloquera-t-il l'économie japonaise ?", interview de David Boery, *BFM*, 24 avril.

"La crise japonaise" interview filmé pour *RFO-TV*, 15 avril.

"L'impact du nouveau plan de relance japonaise", *RFI*, 9 avril.

"L'économie japonaise et la crise financière", interview de Jean-Marie Coat, *RFI*, 2 avril.

"L'emploi au Japon", *France culture*, l'Economie en question, 13 mars.

"Le Japon en quête d'un nouveau modèle", *Le Monde diplomatique*, mars.

"Craquements dans le modèle japonais", *Le Monde Diplomatique*, mars.

"La crise financière en Asie", *RFI*, Le magazine des migrations (diffusé le 20 février), 19 février.

"La Japon serait prêt à relancer sa croissance", *Le Moci*, 19 février.

"Le Japon se présentera au G7 en position d'accusé", *La Tribune*, avec M. Aglietta et J.C. Berthélemy, 13 février.

### **Michel Fouquin**

Nombreuses interviews pour *Radio Méditerranée*, *France Culture* et *RFI*.

"Et si la Chine dévaluait" ?, *Le Point*, 27 juin.

"Le FMI cale en Asie", *Le Nouvel Observateur*, 25 juin.

"L'Indonésie empoisonnée par son régime", *Le Revenu Français*, 22 juin.

"La réussite des pays d'Asie", Interview dans *Le Japon à la page*, *JETRO*, avril.

"Les prix à la production baissent en février de 1,0%", *Agence Economique et Financière*, 10 mars.

"Si le remède est efficace et la confiance rétablie...", *CCE International*, n° 460, février.

"Le FMI colmate les brèches et évite le pire", *Croissance*, février.

**Michael Freudenberg**

"Dévaluations asiatiques et concurrence commerciale", *Le Monde*, avec J.C. Berthélemy et D. Ünal-Kensenci, 8 juillet.

**Sébastien Jean**

"Grande-Bretagne cherche désespérément ouvriers et employés qualifiés", *Le Revenu Français*, 5 juin.

**Françoise Lemoine**

"L'Etat a licencié 14 millions de Chinois", *Le Figaro/Aurore*, 24 avril.

"Dévaluer ou non le yuan : un choix problématique pour Pékin en 1999" *Le Monde*, 3 novembre.

"Pékin accélère les réformes mais la croissance ralentit", *Le Monde*, 14 avril.

"Europe de l'est : la perspective d'adhésion à l'Union européenne consolide les acquis" dans *CCE International*, n°460, février.

"Les exportations chinoises souffriront de la crise asiatique", *Le Monde*, 13 janvier.

**Dominique Pianelli**

*France Culture*, sur l'Ukraine, mai.

*AGEFI-Suisse*, sur la crise russe, août.

**Jérôme Sgard**

"Pour sortir du magma post-soviétique", *Libération*, 23 septembre.

"Le conseil monétaire bulgare : une option pour la Russie ?", *Le Monde*, 9 septembre

"La Russie en rouge", *La Vie*, 23 juillet.

"Les deux changements de cap du fonds monétaire international", *Le Monde*, 8 juillet.

"La Russie joue le FMI", *La Vie*, n°2754, 11-17 juin.

"La crise financière en Russie", *France Culture*, 2 juin (env.).

"Capitaux en liberté, quel bilan", *Le Monde*, 14 mai.

"Six pays en quête de respectabilité monétaire", *L'Européen*, 29 avril.

"Quelles politiques de change en Europe centrale ?", *Le Monde*, 10 mars.

"Le rôle du Fond Monétaire dans la gestion des crises internationales", *France Culture*, 12 février.



**Georges Sokoloff**

Interviews sur RFI, 16 septembre.

Interview dans *Les Echos*, 21 août.

Nombreuses interviews dans la presse, à la radio et à la télévision (*A2, France 3, LCI*), 24-29 août.

"Une question à ...", *Le nouvel Economiste*, juillet.

**Deniz Ünal-Kesenci**

"Le commerce mondial dans tous ses états", article écrit par Martine Laronche qui donne des fragments de l'interview avec M. Fouquin et L. Boone, *Le Monde de l'Economie*, 27 octobre.

"La performance des nations : une histoire de bien-être", I. Bensidoun et D. Ünal-Kesenci, *CCE International*, n° 467, octobre.

"Dévaluations asiatiques et concurrence commerciale", *Le Monde*, 8 juillet.

**Gérard Wild**

Une cinquantaine environ (presse écrite, radio, TV) : reprises parcellaires, et notamment :

Interview au journal "*Le Monde*", septembre.

"Mineurs en colère", *La Vie*, 23 juillet.

"La conversion de l'ex URSS à l'économie de marché s'accélère", *La Croix*, 17 juin.

"Trois questions à ...", *Le Point et Business Week*, 13 juin.

"Déjà fragile, la Russie est secoué à son tout par une crise financière", *La Croix*, 29 mai.

"Une nouvelle convulsion aux allures mexicaines", *La Tribune Desfossés*, 28 mai.

**INTERVENTIONS DANS LA PRESSE NATIONALE (CEPII CITÉ SEULEMENT)**

"Le nécessaire ancrage monétaire des pays francophones", *Les Echos*, 31 décembre.

"Comment vivrons-nous au siècle prochain" ?, *Capital*, août.

"Les divergences franco-allemandes en matière de définition de la politique économique laissent subsister quelques doutes sur le rôle de la BCE", *Agence Economique et financière*, 8 juillet.

"La Russie au bord du crash", *Alternatives Economiques*, juin.

"L'incroyable dialectique de la crise et de la bulle", *L'Expansion*, 28 mai-10 juin.

"Crise asiatique : le volcan social", *Le Figaro*, 13 mai.

"Conseil d'analyse économique : pour une baisse concerté des charges sociales en Europe", *Les Echos*, 5 mars.

## **ANNEXE 4 : RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES**

### **Agence de la Francophonie**

Rapport sur "Les conséquences de la création de l'euro pour les états membres de la francophonie" (J.C. Berthélemy & S. Chauvin).

### **Banque Centrale Russe**

"The Restructuring of Banking Systems, the International experience", Rapport pour le *Russian Bureau of Economic Analysis*, destiné à la Banque Centrale Russe, juin, 42 pages (Jérôme Sgard).

### **Commissariat Général du Plan**

Groupe de travail : Energie 2010-2020, atelier A2 (J.C. Berthélemy).

Groupe coordination des politiques macro-économiques (A. Bénassy-Quéré).

Groupe géographie économique (L. Fontagné).

Comité "Elargissement de l'Union européenne à l'Est" (P. Cour, J.L. Guérin, F. Lemoine, L. Nayman, J. Sgard).

Groupe de travail : Europe sociale (L. Cadiou).

Club : Energie, prospective et débats (J.C. Berthélemy).

### **Conseil d'Analyse Economique**

Réunions de CAE sur les thèmes de : l'Europe, la crise financière et la parité homme-femme (M. Aglietta).

Groupe "politiques commerciales" créé auprès du Conseil d'Analyse Economique (J.C. Berthélemy & L. Fontagné).

### **COE**

Conseil d'orientation du COE de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (J.C. Berthélemy).

### **CPCI**

Commission permanente de concertation sur l'industrie (CPCI), groupe plénier (J.C. Berthélemy).

### **CREA-CEPREMAP-MINI FORUM**

Groupe de travail pour la rédaction d'un ouvrage sur la théorie de la régulation revisitée (M. Aglietta).

**Direction de la Prévision**

Préparation d'un rapport sur la place de la France dans les échanges de produits de haute technologie (L. Fontagné, M. Freudenberg & D. Ünal-Kesenci).

**DREE**

Création et animation, en collaboration avec Monsieur SETO Conseiller du JETRO à la DREE, du Forum des Economistes Franco-Japonais (E. Dourille-Feer).

**INALCO**

Groupe de travail : observatoire des états de la CEI (D. Pianelli & G. Wild).

**MAE**

Rapport au Ministère des Affaires Etrangères sur les travaux du Groupe d'Echanges et de Réflexion sur la Caspienne, CEPII-MAE, décembre 1997-octobre 1998 ; comptes-rendus des réunions, conclusions, recommandations (D. Pianelli, G. Sokoloff & G. Wild).

**Ministère de l'industrie**

Rapport sur l'Evolution sur longue période de l'intensité énergétique en France Contrat CEPII-Ministère de l'Industrie-convention n°96 2 18 09 95 (P. Villa).

**OCDE/DESLA**

Rapport "Regionalisation and Globalisation : Indicators for Economic Processes at Work in North America, Asia as well as between the European Union and its Periphery" (A. Chevallier & I. Bensidoun), conférence de Lisbonne, 2-3 novembre.

**Parlement européen**

Rapport "The International Role of the Euro" (A. Bénassy-Quéré, Benoit Mojon et Armand-Denis Schor).

**PHARE-ACE (Commission européenne)**

Coordination du projet de recherche PHARE/ACE, "Trade Between the European Union and the Associated States: Prospects for the Future", organisation du séminaire final, le 26 novembre 1998 à Paris (F. Lemoine).

**Programme des Nations Unies pour l'Environnement**

Groupe "libre échange et environnement en Méditerranée" (L. Fontagné).

---

## ANNEXE 5 : RÉUNIONS, COLLOQUES ET SEMINAIRES ORGANISES PAR LE CEPII ET LE CIREM

### REUNIONS CEPII - CIREM

#### CONFÉRENCE DE MICHEL CAMDESSUS, Directeur général du FMI, 23 décembre

*Organisée par* : le CEPII, le CGP et l'IFRI.

*Présidé par* : **J.M. Charpin**, Commissaire au Plan.

*Intervenant* : M. Camdessus.

*Discutants* : A. Bénassy-Quéré, D. Cohen, P. Jacquet.

#### "LE TAUX DE CHANGE DE L'EURO PAR RAPPORT AU DOLLAR", 9 décembre

*Présidé par* : **Jean-Claude Berthélemy**, Directeur du CEPII.

*Intervenants* : **Michel Aglietta**, conseiller scientifique au CEPII et **Agnès Bénassy-Quéré**, conseiller scientifique au CEPII.

*Discutant* : **Hervé Monet**, Directeur des Etudes Economiques Société Générale.

#### "PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE", 2 decembre

*Organisé par* : le CEPII et la Banque mondiale

*Intervenants* : **Masood Ahmed**, Vice Président et Responsable de Réseau sur la Réduction de la Pauvreté et la Gestion Economique, Banque Mondiale, Washington, **Uri Dadush**, Directeur du Groupe de Recherche sur le Développement, Banque Mondiale, Washington.

*Discutant* : **Michel Didier**, Directeur de Rexecode, **Serge Marti**, Rédacteur en Chef adjoint, Le Monde Economie.

La séance sera co-présidée par **J.C. Berthélemy**, Directeur du CEPII et **Gilles Garcia**, Conseiller Principal auprès de la Vice Présidence Europe de la Banque Mondial à Paris.

#### "L'ASIE DE L'EST SUR LA VOIE DU REDRESSEMENT", 13 novembre

*Organisé par* : le CEPII et la Banque mondiale

*Intervenants* : **Richard Newfarmer**, Economiste spécialisé, Division Lutte contre la pauvreté et gestion économique, Banque Mondiale, **Jérôme Sgard**, Economiste Senior, CEPII, **Jean-Claude Berthélemy**, Directeur du CEPII, **Gilles Garcia**, Conseiller principal, Relations extérieures auprès de la Vice-Présidence Europe, Banque Mondiale.

**"ÉVALUATION DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT", 10 novembre**

Organisé par : le CEPII et la Banque mondiale

*Intervenants* : **Shanta Devarajan**, Directeur de recherche, Banque Mondiale, **Philippe de Fontaine-Vive**, Sous-directeur, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, **Jean-Claude Berthélemy**, Directeur du CEPII, **Gilles GARCIA**, Conseiller principal, Relations extérieures auprès de la Vice-Présidence Europe, Banque Mondiale.

**"CROISSANCE ET POLITIQUES COMMERCIALES EN AFRIQUE AUSTRALE", 26 octobre**

*Intervenants* : Jean-Claude Berthélemy, Directeur du CEPII, Dominique Bocquet, Conseiller Financier pour l'Afrique, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Jean-Pierre Cling, Conseiller économique pour l'Afrique australe, Ambassade de France à Pretoria.

**"QUE RESTE-T-IL DU ROUBLE ?", 15 octobre**

*Table ronde* : intervenants : **Michel Aglietta**, **Jacques Sapir**, **Jérôme Sgard**, **Yves Zlotowski**.

*Rapporteur* : Philippine Cour.

**"UN PORTRAIT DE LA CONVERGENCE DES LÄNDER DE L'EST", 30 septembre**

Séminaire sur la compétitivité allemande depuis la réunification.

*Intervenant* : **Markus Scheuer** du RWI (Allemagne), sir me "Standort Deutschland", **Philippine Cour**, économiste au CEPII.

**"LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ALLEMANDE", 14 septembre**

*Intervenants* : **Hervé Bonnaz**, Chef du bureau " Europe ", Direction de la Prévision, ministère de l'Économie et des Finances, **Philippine Cour**, Economiste au CEPII, **Docteur Eberhard Weiss**, Chief Economist, FERI, Francfort

**"ECONOMIC POLICIES AND EMU", 6-7 JUILLET**

Réunion conjointe avec le ZEI (Forum économique franco-allemand).

*Intervenants* : **Jacques Delors**, ancien président de la Commission européenne, **Jean Pisani-Ferry**, conseiller auprès au ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie, **Karl-Heinz Paqué**, Université de Magdeburg, **Olivier Davanne**, conseiller économique, ministère du travail, **Heiner Flassbeck**, DIW, Berlin, **Jürgen von Hagen**, ZEI, Bonn, **Jacques le Cacheux**, OFCE, **Giselber Schlebusch**, Chambre de Commerce Franco-Allemande, **Michel Didier**, Rexecode.

**"LES PRIVATISATIONS EN CHINE", 24 juin**

*Intervenant* : **Wing Thye Woo**, Université Davis, Californie.

*Discutant* : **Françoise Lemoine**, économiste au CEPII.

**"LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES EN EUROPE CENTRALE", 26 mai**

*Intervenant* : **Simeon Djankov**, Financial economist, Policy Department, Banque Mondiale.

**"LES BANQUES ET LES ENTREPRISES EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET EN RUSSIE", 20 mai**

Réunion conjointe avec le ROSES

*Intervenants* : **Jean-Claude Berthélemy**, directeur du CEPII, **Pekka Sutela**, Banque de Finlande, **Xavier Richet**, ROSES & GASI, Université de Marne la Vallée, **Kryszna Szymkiewicz**, ROSES-CNRS, **Wladimir Andreff**, directeur du ROSES, CNRS, Université de Paris I, **Sophie Brana**, Université de Bordeaux I, **Mathilde Maurel**, ROSES, CNRS, CEPII, **Jérôme Sgard**, économiste sénior au CEPII, **Yves Zlotowski**, Université de Paris X-Nanterre.

**"CHINESE REFORMS IN INDUSTRY AND FINANCE, 1994-1998", 6 mai**

*Intervenants* : **Barry Naughton**, Professeur à l'Université de Californie(San Diego), directeur d'Etudes associé à l'EHESS (PARIS), **Jean-Claude Berthélemy**, directeur du CEPII, **Yves Chevrier**, directeur d'Etudes à l'EHESS, directeur du Centre d'Etudes sur la Chine Moderne Contemporaine, **Françoise Lemoine**, Economiste au CEPII.

**"LA PLACE DE LA FRANCE DANS LES ÉCHANGES DE PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE", 5 mai**

*Intervenants*: **Lionel Fontagné**, Professeur à l'Université Paris I, Conseiller Scientifique au CEPII, **Michael Freudenberg**, Economiste au CEPII, **Deniz Unal-Kesenci**, Economiste au CEPII.

*Discutant* : **Thomas Hatzichronoglou**, Administrateur principal, OCDE.

**"INDIA ECONOMY IN TRANSITION", 28 avril**

*Intervenants* : **Isher Abruwalla**, Center for Policy Research, New-Delji, **Charles Oman**, Centre de Developpement, OCDE.

**"GLOBAL DEVELOPMENT FINANCE" 2 avril**

Organisé par : le CEPII et la Banque mondiale

*Intervenants* : Présentation, **Uri Dadush**, responsable de la division "Analyses et perspectives de l'économie internationale" à la Banque mondiale, Washington.

**Table ronde** : animée par **Erik Izraelewicz**, *le Monde*, en présence de : **Michel Aglietta**, professeur à l'Université de Paris X-Nanterre, conseiller scientifique au CEPII, **Jean-Claude Berthélemy**, directeur du CEPII, **Guy Longueville**, sous-directeur des Etudes économiques, BNP, **Xavier Musca**, sous-directeur des Affaires multilatérales, direction du Trésor, ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

**SÉMINAIRE DU GROUPE TAUX DE CHANGE, 27 mars**

"Modelling the ECU against the US dollar : a structural monetary interpretation".

*Présenté par* : **Ronald Mac Donald**, Université de Strathclyde.

*Co-auteur* : **Lisbeth La Cour**

**"CRISE FINANCIÈRE EN CORÉE : DU MIRACLE À L'EFFONDREMENT", 20 mars**

*Intervenants* : **Yung Chul Park**, Président du Korea Institute of Finance (déjeuner-débat). **Helmut Reisen**, Centre de Développement, OCDE

**"MONDIALISATION, CONVERGENCE ET INÉGALITÉS", 6 mars**

*Intervenants* : **Loïc Cadiou**, Economiste au CEPII, **Pierre Villa**, Conseiller scientifique au CEPII.

**"LE BRÉSIL FACE À LA CRISE FINANCIÈRE : LES RAISONS DE LA VULNÉRABILITÉ", 26 février**

*Intervenants* : **Jérôme Sgard**, Economiste senior au CEPII, **Christian de Boissieu**, Professeur d'Economie, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne et Directeur Scientifique, Centre d'Observatoire Economique.

**"LE JAPON : LES LIMITES D'UNE GESTION MACROÉCONOMIQUE DE LA CRISE FINANCIÈRE", 10 février**

*Conférence de presse*

*Intervenants* : **Evelyne Dourille-Feer**, économiste au CEPII, **Stéphanie Guichard**, économiste au CEPII et **Michel Aglietta**, conseiller scientifique au CEPII.

**"LE JAPON : SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE ET CRISE FINANCIÈRE, 23 janvier**

*Intervenants* : **Evelyne Dourille-Feer**, Economiste au CEPII, **Stéphanie Guichard**, Economiste au CEPII, **Claude Meyer**, Université Paris I, Panthéon – Sorbonne, **Michel Aglietta**, Conseiller scientifique au CEPII.

**"THE EURO-ITS EXCHANGE RATE AND ITS INTERNATIONAL ROLE", 12-13 JANVIER**

Réunion conjointe avec le ZEI (Forum économique franco-allemand)

*Intervenants* : **Klaus Büniger**, secrétaire d'Etat, ministère de l'Economie, Bonn, **Jürgen von Hagen**, ZEI, Bonn, **Agnès Bénassy-Quéré**, professeur à l'Université de Lille-II et conseiller scientifique au CEPII, **Patrick Artus**, Caisse des Dépôts et Consignations, Paris, **Hans-Helmut Kotz**, Deutsche Girozentrale, Francfort, **Manfred J.M. Neumann**, Institut für internationale Wirtschaftspolitik, Bonn, **Bernbard Molitor**, Economic Development Review Committee, OCDE, **Anton Brender**, Compagnie Parisienne de Réescompte (CPR), Paris.

**COLLOQUES CEPII - CIREM**

**"COLLOQUE À L'OCCASION DU XXÈME ANNIVERSAIRE DU CEPII" – "ECONOMIE MONDIALE : 1978-1998-2018", 21 octobre**

*Intervenants* : **Joël Bourdin**, Président de la délégation pour la Planification, Sénat, **Dominique Strauss-Kahn**, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, **Francis Mer**, Président d'Usinor, **Michel Albert**, Membre du Conseil de la Politique Monétaire, **Patrick Mordacq**, Conseiller Maître à la Cour des Comptes, **Jean-Claude Berthélemy**, Directeur du CEPII, **Yves Berthelot**, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, **Anton Brender**, Directeur des études économiques CPR, **Jean Pisany-Ferry**, Conseiller auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, **Christian Sautter**, Secrétaire d'Etat au Budget, **Jean-Michel Charpin**, Commissaire au Plan, **Jean-François Rischard**, Vice-Président pour l'Europe, Banque Mondiale, **Joanna Shelton**, Secrétaire général adjoint, OCDE, **Tony Atkinson**, Professeur à l'Université d'Oxford, **Richard Blackhurst**, Professeur à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, Genève, **Michel Aglietta**, Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre, **Patrick Artus**, Directeur des Etudes économiques, Caisse des Dépôts et Consignations, **Jean-Louis Beffa**, Président Directeur Général de Saint-Gobain, **Henri Martre**, Président du CIREM, **Raymond Barre**, ancien Premier Ministre.



**"PRÉSENTATION DU RAPPORT DU CEPII «COMPÉTITIVITÉ DES NATIONS»", 23 septembre**

*Intervenants* : **Henri Martre**, Président du CIREM, **Jean-Daniel Gardere**, Directeur général, CFCE, **Michel Fouquin**, Directeur-adjoint, CEPII, **Guy Longueville**, Adjoint du directeur des études économiques, BNP, **Isabelle Bensidoun**, économiste, CEPII, **Deniz Unal-Kensenci**, économiste CEPII, **Gérard Lafay**, conseiller scientifique, CGP, **Lionel Fontagné**, Conseiller scientifique CEPII, **Pierre-André Buigues**, Direction générales des affaires industrielles ;Commission Européenne, **Francis Mer**, Président d'Usinor.

**"L'ASIE ET L'EUROPE : QUELLES PERSPECTIVES COMMUNES APRÈS LA CRISE FINANCIÈRE ?", 11 et 12 mai**

Colloque CEPII / Fondation Europe Asie

*Intervenants* : **Michel Aglietta**, Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre, Conseiller scientifique au CEPII, **Patrick Artus**, Directeur des études économiques, Caisse des dépôts et consignations, **Manu Bhaskaran**, Chef du département Recherche SocGen Crosby, Singapour, **Jean-Claude Berthélemy**, Directeur du CEPII, **David Corral**, Cinco Diàs, **Françoise Crouigneau**, Les Echos, **Soedradjad Djiwandono**, ancien gouverneur de la Banque centrale d'Indonésie, **Philip Golub**, Le Monde diplomatique, **Stéphanie Griffith Jones**, Professeur à l'Université du Sussex, **Mohamed Haflah Piei**, Directeur-adjoint, Directeur-adjoint de l'Institut Malaisien de recherches économiques, **Jean-Pierre Landau**, Inspecteur général des Finances, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, **Claude Martin**, Secrétaire général adjoint pour les Affaires européennes et économiques, Ministère des Affaires étrangères, **Henri Martre**, Président du CIREM, Président d'honneur de l'Aérospatiale, **Akrasanee Narongchai**, Président Directeur général de General Finance & Securities, Thaïlande, **François-Xavier Ortoli**, ancien Ministre des Finances, gouverneur de l'ASEF, **Yung Chul Park**, Président de l'Institut de Finance de Corée, **Ghon Rhee**, Professeur d'économie, Asian Development Bank, **Neil Saker**, chef du département Recherche Economique Régionale, SocGen Crosby, Singapour, **Jean-Michel Sévérino**, vice-président, Banque Mondiale, **Kumiharu Shigehara**, Secrétaire général adjoint, OCDE, **Alfred Steinherr**, Directeur des Etudes économiques, Banque Européenne d'Investissements, **Philip Turner**, Chef du Secrétariat Marchés Emergents, Banque des Règlements Internationaux, **David Vines**, Université d'Oxford, **Huijiong Wang**, vice-président, Comité académique, Development Research Center, State Council, Chine.

## ANNEXE 6 : COMMUNICATIONS<sup>57</sup> ET INTERVENTIONS<sup>58</sup> A DES COLLOQUES ET SEMINAIRES (HORS CEPII-CIREM)

### Michel Aglietta

Communication : "*La France et l'Italie devant leur destin européen*", en collaboration avec J. Le Cacheux, conférence internationale sur l'Union Européenne et les réformes économiques, OCDE, Paris, 4 décembre.

Communication : "*Evaluation du risque-pays*", colloque AFSE, 25 septembre.

Communication : "*Compétitivité et régime de change en Europe Centrale*" avec C. Baulant et V. Coudert, colloque sur l'intégration des pays d'Europe Centrale à l'Union Européenne, Prague, 15-16 septembre.

Communication : "*Les transformations du capitalisme*", colloque CEMI sur la comparaison des systèmes économiques, Paris, 19 juin.

Communication : "*Interdépendances des niveaux de décision dans le contrôle prudentiel*", en collaboration avec L. Scialom, GDR Finances, Toulouse, 4-5 juin.

Communication : "*Dealing with systemic risk*", conférence organisée par la Banque Mondiale, The Asian Financial Crisis and its Aftermath, 13-14 mai.

Intervention : "*Créer l'emploi et renforcer la cohésion sociale*", conférence ADUS, Annecy, 28 novembre.

Intervention : "*The international lender of last resort*", conférence on regulating international capital flows, Saô Paulo, Brésil, 31 août-1<sup>er</sup> septembre.

Intervention : "*Le développement des fonds de pension*", GDR Finances, Toulouse, 4 juin.

Intervention : "*Conférence sur risque systémique*", AFEDE, 28 avril.

Intervention : Commentaire sur présentation rapport de la Banque Mondiale sur "*la crise asiatique*," Paris, 2 avril.

Intervention : "*Marchés émergents*", COB, 28 avril.

Intervention : "*Fonds de pension et gouvernance d'entreprise*", Lasaire, 31 mars.

### Agnès Bénassy-Quéré

Communication : "*Pegging the CEECs Currencies to the Euro*", colloque *The EMU and the Outside World*, Zürich, décembre.

Communication : "*L'euro comme monnaie d'ancrage pour les PECO's*", Congrès

---

<sup>57</sup> Présentation d'un papier lors d'une intervention orale.

<sup>58</sup> Intervention orale seulement.

annuel de l'Association Française de Sciences Économiques, Paris, septembre.

Communication : "*L'euro comme monnaie d'ancrage pour les Pays d'Europe Centrale et Orientale*" : colloque sur *La Frontière Monétaire de l'Europe*, chaire Jean Monnet, Université de Lille 2, juin ; colloque sur *L'Intégration des Pays d'Europe Centrale dans l'Union Européenne*, Prague, septembre.

Communication : "*Quel rôle pour l'euro au Sud de la Méditerranée ?*", colloque *L'Euro et la Méditerranée*, Fondation Abderrahim Bouabid, Rabat, mai.

Communication : "*Do Individuals Use Different Models to Forecast Exchange Rates ? Evidence from Panel Data*. 15èmes *Journées Internationales d'Économie Monétaire et Bancaire*, Toulouse, juin.

Communication : "*EMU and Transatlantic Exchange Rate Stability*" : deuxième Forum Économique Franco-Allemand, Bonn, janvier ; 15èmes *Journées Internationales d'Économie Monétaire et Bancaire*, Toulouse, juin ; colloque *The EMU and the Outside World*, Zürich, décembre.

Communication : "*L'impact de l'euro sur la stabilité internationale*", Colloque "*L'euro en tant que stabilisateur dans le système économique international*", Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg, Luxembourg, décembre.

Communication : "*EMU and Transatlantic Exchange Rate Stability*", Atelier d'économie appliquée, CORE-IRES, Catholic Université de Louvain-la-Neuve, fév. 1998, University of Strathclyde, décembre.

Communication : "*The International Role of the Euro*", *EMU and Transatlantic Exchange Rate Stability*, Georgia State University, Atlanta, septembre.

Communication : "*Le rôle international de l'euro*", Université de Lyon, janvier.

Intervention : "*L'impact de l'euro sur la stabilité internationale*", colloque *L'euro en tant que stabilisateur dans le système économique international*, Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg, Luxembourg, décembre.

Intervention : "*La crise de change en Asie de l'Est*", ministère des Affaires Étrangères, Paris, janvier.

Intervention : "*The International Role of the Euro*", Parlement Européen, Bruxelles, janvier.

Intervention : "*The International Implications of European Monetary Union*", Princeton University, International Finance Section, octobre.

### **Isabelle Bensidoun**

Communication : "*Indicateurs de la régionalisation en Amérique du Nord, en Asie et entre l'Union européenne et sa périphérie*" avec A. Chevallier, Conférence internationale sur la mondialisation, les migrations et le développement, organisée par l'OCDE et les Autorités portugaises, Lisbonne, 2 et 3 novembre.

### **Jean-Claude Berthélemy**

Communication : "*France and Emerging Economies in Africa*", South Africa Institute of International Affairs, Johannesburg, 5 novembre.

Communication : "*Décollage, accumulation du capital et productivité globale des facteurs en Afrique*", Association française de sciences économiques, 24-25 septembre.

Communication : "The EU's Agenda for External Trade Negotiations: Prospects for Mercosur and Chile", SELA et ISEN, Buenos Aires, atelier sur "*World Politics and International Trade : Scenarios for the Next Decade*", 21 septembre.

Communication : "Human Capital and Growth: The Cost of Rent-seeking Activities", *Seminar on Economic Growth and its Determinants*, Netherlands Economic Institute, 23-24 mars.

Intervention : séminaire sur "*After the Great Asian Slum: Towards a Coherent Approach to Global Capital Flows*", OCDE, Centre de développement, 25 novembre.

Intervention : conclave sur "Les enjeux économiques en Afrique sub-saharienne", participation à la table ronde sur le thème "*Les idées de renaissance africaine et de révolution économique à l'épreuve des faits*", DREE, Abidjan, 9 novembre.

Intervention : OCDE, FMI et AERC, International conference on "*Policies for Competitiveness in Manufacturing in Sub-Saharan Africa*", 6-7 novembre.

Intervention : colloque international sur *L'économie chinoise*, CERDI, Clermont Ferrand, 22-23 octobre.

Intervention : "*L'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union européenne*", CEFI, CEPPII, CDC, Prague, 15-16 septembre.

Intervention : "*Incertitudes et opportunités pour l'économie mondiale*", colloque sur "Les perspectives à moyen terme de l'économie mondiale", Sénat, 2 avril.

Intervention : Conseil économique et social, audition devant la section des problèmes économiques généraux et de la conjoncture, 26 février.

### **Laurence Boone**

Communication : "Sacrifice Ratios in Europe a Comparison?", Link, Rio de Janeiro, avec Benoît Mojon, septembre.

Communication : "Is there a European-wide Phillippe curve ?", *European Monetary Forum*, Boon, with Benoît Mojon, janvier.

### **Agnès Chevallier**

Communication : "*Indicateurs de la régionalisation en Amérique du Nord, en Asie et entre l'Union européenne et sa périphérie*" avec I. Bensedoun, Conférence internationale sur la mondialisation, les migrations et le développement, organisée par l'OCDE et les Autorités portugaises, Lisbonne, 2 et 3 novembre.

Communication : "*L'intégration de l'Europe centrale : Quelles conséquences sur les relations de l'UE avec sa périphérie*" ?, avec Françoise Lemoine et Laurence Nayman, Communication au colloque international L'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union Européenne, CEFI,CEPII, CDC,Prague 15-16 septembre.

Intervention : DREE Conclave Méditerranée, Marseille, avril.

Intervention : "*Ligue européenne pour la coopération économique*", table-ronde novembre 1997, éditions de la Fondation Singer-Polignac.

Intervention : "*Institut du monde arabe*", mai.

Intervention : "*Maison du Maroc*", mai.

Divers : Participation au réseau EMMA (économies de la Méditerranée et du monde arabe).

Discussion de l'étude réalisée pour le Commissariat Général du Plan par Béatrice Hibou et Luis Martinez L'Afrique du Nord et le partenariat euro-méditerranéen : les ambivalences d'une intégration régionale, CGP, janvier.

#### **Philippine Cour**

Communication : "*Conséquences de l'élargissement de l'Union Européenne pour le bien-être et le pouvoir de négociation des pays du Sud de la Méditerranée : éclairage à l'aide d'un modèle d'intégration asymétrique*", 24 septembre, Colloque de l'AFSE.

Communication : "*Conséquences de l'élargissement d'un bloc régional pour un petit pays extérieur : éclairage à l'aide d'un modèle d'intégration asymétrique avec bien substituable*", 4 septembre, journées doctorales de Lionel Fontagné et Jean-Louis Mucchielli, à l'Université de Gavy (annexe de la faculté de Nantes à Saint-Nazaire)

#### **Evelyne Dourille-Feer**

Communication : "*L'évolution du modèle japonais*", Forum des Economistes Franco-Japonais, Centre de conférences, Bercy, 28 mai.

Communication : "*L'évolution de la recherche économique sur le Japon en France*", Forum des Economistes Franco-Japonais, Centre de Conférences, Bercy, 31 mars.

Communication : "*The specialization of Japanese Direct Investment in Asia*", The 13th LMVH Conference, "Asian Foreign Investment in Asia", Fontainebleau, Centre Euro-Asie, INSEAD, 6 et 7 février.

Intervention : "*Modèle, crise et innovation au Japon*", colloque "*France-Japon : La place de l'ingénieur dans l'industrie*", CEFIPA, Palais des Congrès, 29 septembre.

Intervention : "*Le Japon, ses possibles*", Cercle des Sciences Politiques, Centre Bernanos, Paris, 28 septembre.

Intervention : "*Les origines de la crise japonaise*", CNRS, cycle de formation des cadres, 5 août.

Intervention : "*Enjeux démographiques et société dans les pays développés*",

E.Ransford, M. Faujas, E. Mension-Rigau, (intervention sur la démographie japonaise), Cercle 21, Le Monde, 25 juin.

Intervention : "*L'évolution du modèle japonais*", Forum des Economistes Franco-Japonais, Centre de conférences, Bercy, 28 mai.

Intervention : "*L'évolution de la recherche économique sur le Japon en France*", Forum des Economistes Franco-Japonais, Centre de Conférences, Bercy, 31 mars.

Intervention : "*Japon, France...*", Rencontres, pôle Léonard de Vinci, en partenariat avec la Cinquième et la Maison de la Culture du Japon à Paris, avec la participation de H. Isomura (présent de la Maison de la Culture), Jean-Marie Bouissou (chercheur au CERI) et Joëlle Hazard (Grand reporter), Courbevoie, 4 mars.

Intervention : "*Conférence de Presse Japon*" avec J.C Berthélemy, Michel Aglietta, Stéphanie Guichard, CEPII, 10 février.

Intervention : "*The specialization of Japanese Direct Investment in Asia*", The 13th LMVH Conference, "*Asian Foreign Investment in Asia*", Fontainebleau, Centre Euro-Asie, INSEAD, 6 et 7 février.

Intervention : "*Malgré la crise, le Japon reste un grand marché*", Colloque "*Le Japon, oui c'est possible*", organisé par Expolangues et Le Moci, Grande Halle de la Villette, 28 janvier.

Intervention : "*Le Japon: situation macro-économique et crise financière*", avec Stéphanie Guichard, Michel Aglietta, Claude Meyer, CIREM, 23 janvier.

### **Lionel Fontagné**

Communication : "*Spécialisation et asymétrie des chocs en union monétaire*", séminaire Fourgeaud, MEF, 27 novembre.

Communication : "*Trade, Competition and Foreign Direct Investment: A New Assessment*", OECD DSTI, 4-5 novembre.

Communication : "*Has the trade potential with Eastern Europe been exhausted ?*", International Conference "*Central Europe Economies Integration in the EU*", avec Michael Freudenberg et Michaël Pajot, Prague, 15-16 septembre.

Communication : "*Endogenous (A)Symmetric Shocks in the Monetary Union*", CEPR Symposium on New Issues In Trade and Location, Lund, 28-30 août.

Communication : "*Endogenous (A)Symmetric Shocks in the Monetary Union*", Conference on "*Dynamique de l'unification monétaire européenne*", University of Lille II, 11-12 juin.

Communication : "*Endogenous (A)Symmetric Shocks in the Monetary Union*", International Conference on "*International Trade and market Structures*", University of Le Mans, avec Michael Freudenberg, 2-3 avril.

Communication : "*Intra-Industry Trade and the Single Market: Quality Matters*", CEPR /ZEI Conference: Product quality, labour productivity and trade, Bonn, avec

Michael Freudenberg et Nicolas Péridy, 23-24 janvier.

### **Michel Fouquin**

Communication : "Les incidences sectorielles de la baisse du dollar", BIPE "Perspectives sectorielles", 1<sup>er</sup> décembre.

Communication : "Compétitivité des Nation", présentation du rapport devant l'AFSE, septembre, et devant le Cercle de l'Industrie, novembre.

Communication : "Scénarios macroéconomiques mondiaux", Conseil Régional du Limousin, 5 octobre.

Communication : "Le Japon et la crise financière en Asie", Séminaire JETRO-DREE-CNPF sur l'économie japonaise, 9 mars.

Communication : "Foreign Investment and Trade in China", LVMH Conférence de l'INSEAD "Asian Foreign Investment in Asia", 6-7 février.

Communication : "Les nouvelles économies émergentes d'Asie : une chance pour la France", Section des relations extérieures du Conseil économique et social, 3 février.

### **Sébastien Jean**

Communication : congrès annuel de l'AFSE : "*Le marché du travail britannique vu de France*", Paris, 25 septembre.

Communication : Workshop on Economic Policy Analysis with CGE-Models : "*Labour Market Structure and the Impact of Trade and Technology*", ZEW, Mannheim, 2 juin.

Communication : colloque 45th International Atlantic Economic Conference : "*Trade-Induced Selection among Heterogenous Firms*", Rome, 20 avril.

Communication : colloque International Trade and Market Structures : "*Labour Market Structure and the Impact of Trade and Technology*", avec Olivier Bontout, Le Mans, 3 avril.

Communication : colloque "International Trade and Market Structures : *Trade-induced Selection among Heterogenous Firms*", Le Mans, 3 avril.

Communication : séminaire franco-allemand "*Coût du travail et compétitivité des entreprise*"s, organisé par la DARES et par le Ministère allemand du travail et des affaires sociales : "*Impact du commerce extérieur sur la productivité et l'emploi*", Strasbourg, 27 mars.

Communication : Workshop CEPR / ZEI Product Quality, Labour Productivity and Trade : "*Does Competition of Emerging Countries Threaten the European Unskilled Labour? An Applied General Equilibrium Approach*", ZEI, Bonn, 24 janvier.

Intervention : rapporteur de la présentation "*Unemployment in Britain: A Dynamic Perspective*", de Simon Burgess, séminaire Claude-Fourgeaud, Direction de la Prévision, Paris, 9 septembre.

Intervention : participation à la Table-ronde sur le thème "*Salaires et Emploi dans l'UE*", lors du séminaire franco-allemand "*Coût du travail et compétitivité des entreprises*", organisé par la DARES et par le Ministère allemand du travail et des affaires sociales, Strasbourg, 27 mars.

### **Cyril Lacu**

Intervention : "*Déséquilibres financiers au Japon et risques de destabilisation du système monétaire international*", séminaire M.IN.I Forum, CNRS, Paris X, décembre.

Intervention : "*Les crises financières en Asie et le Japon*", séminaire ARC2, CEPREMAP, Ecole Polytechnique, novembre.

Intervention : "*Le big bang financier japonais*", rencontre du Forum des Economistes Franco-japonais, Ministère de l'Economie et des Finances, septembre.

Intervention : "Interprétations de la crise asiatique", séminaire M.IN.I-Forum CNRS, Paris X, avril.

### **Françoise Lemoine**

Communication : séminaire *Chocs financiers et ajustements structurels en Asie*, organisé par l'Université de Marne-la- Vallée, GASI-OEP (UMLV) et CEREM (Paris 10) "*Chinese Industrial Firms and Foreign Competition in the Domestic Market*, 16 décembre.

Communication : séminaire *Trade between the European union and the Associated States : prospects for the Future* "*Central and Eastern European Economies in the International Division of Labour in Europe*", Paris (projet de recherche ACE/Phare), 26 novembre.

Communication : conférence *Chinese Entreprises in Search of a New Corporate Governance System* , organisé par le China Reform Forum et le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine "*Chinese Industrial Firms and Foreign Competition in the Domestic Market*", Pékin, 5-6 octobre.

Communication : colloque international "*L'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union Européenne*", "*The Pattern of Comparative Advantage and the Nature of Trade Relations between Central European Countries and the European Union*", avec Michael Freudenberg, CEFI,CEPII, CDC, Prague 15-16 septembre.

Communication : colloque international "*L'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union Européenne* "*L'intégration de l'Europe centrale : Quelles conséquences sur les relations de l'UE avec sa périphérie*" ?, avec Agnès Chevallier et Laurence Nayman, CEFI,CEPII, CDC,Prague 15-16 septembre.

Intervention : "*L'évolution récente du commerce extérieur chinois*", colloque sur l'économie chinoise organisé par l'ICEI (Instituto Complutense de Estudios



Internacionales), Madrid 30 novembre-2 décembre 1998.

"L'économie de la Chine" intervention au CHEAM, 18 novembre.

Intervention : "*L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale*", Association France-Chine 2000, Assemblée nationale, 14 mai.

Intervention : "*Les perspectives du commerce extérieur chinois*", RFI, journal de l'économie, 8 avril.

Intervention : Radio France Internationale sur "*L'Economie chinoise*" 18 mars.

Intervention : Enjeux internationaux (France Culture ) sur "*L'impact de la crise asiatique sur l'économie chinoise*", 18 mars.

Intervention : "*Chine : les transformations de l'économie continentale et l'insertion dans l'économie mondiale*", Rencontres et Activités Culturelles du CLIS, Mairie du XVIème arrondissement, 10 février et 10 mars.

Intervention : "*L'economie chinoise*", EXANE 15 janvier.

Intervention : "*La réforme du système financier chinois*", intervention au colloque Gérer l'entreprise en Chine, organisé par le Centre Chine de l'EHESS et Rexecode.

### **Benoît Mojon**

Intervention : "*What did French Monetary Policy do, since the last realignment of the Franc?*", séminaire de recherche, université de Lille-2, mars.

Intervention : "*The impact of EMU transatlantic exchange rate stability*", mars.

Intervention : "*Is there a European wide Phillips curve, a comparison of sacrifice ratio across EMU participants ?*", avec L. Boone, janvier.

### **Nanno Mulder**

Communication : "*Productivité et exportation dans le transport : le cas de huit pays*", préparée par B. Chane Kune, N. Mulder et I.Rabaud, et présentée par I. Rabaud au congrès annuel de l'AFSE, Paris, 24-25 septembre.

Communication : "*Trade Performance in Transport*", préparée par B. Chane Kune, N. Mulder et I. Rabaud, et présentée par N. Mulder au 14<sup>me</sup> PROGRES Seminar on the Service Economy, Genève, 11-12 septembre.

Communication : "*The Comparative Productivity Performance of Brazil and Mexico, 1950-94*", préparée par A. Hofman et N. Mulder et présentée par N. Mulder au World Economics History Conference, Madrid, 24-28 août.

Communication : "*Productivity and Trade Performance in Services*", préparée par N. Mulder et B. Chane Kune et présenté par N. Mulder au journée d'études sur les services en Europe organisé par le NIESR, Londres, 28 janvier.

### **Isabelle Rabaud**

Communication : "*Productivité et performance à l'exportation dans le transport : le cas de huit pays*", préparée par B. Chane Kune, N. Mulder et I. Rabaud (1998), et présentée par I. Rabaud au LXVII<sup>e</sup> Congrès annuel de l'AFSE, Paris, 24-25 septembre.

Communication : "*Trade Performance in Transport*", préparée par B. Chane Kune, N. Mulder et I. Rabaud (1998), et présentée par N. Mulder au 14<sup>me</sup> PROGRES Seminar on the Service Economy, Genève, 11-12 septembre.

Communication : "*Les causes du désajustement de la balance courante mondiale : un réexamen*", présentée au Septième Colloque de Comptabilité Nationale, organisé à Paris par l'INSEE et l'Université de Paris I, les 28, 29 et 30 janvier.

### **Jérôme Sgard**

Intervention : colloque "*Elargissement européen*", CERI, 3 et 4 décembre.

Intervention : "*La situation économique en Europe de l'Ouest et de l'Est, à la fin de 1998*", présentée à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, 30 novembre.

Intervention : "*La crise en Asie*", Ministère de l'Équipement, 27 janvier, ainsi qu'au séminaire Franco-Russe tenu au Collège d'Économie de Moscou, les 22-23 mai et à la Banque de France, le 16 septembre.

Intervention : "*Enterprises' Constraints and Adjustment in Russia, ...*" : séminaire commun Cepii/ Delta sur la transition, le 23 mars et à la journée d'étude Cepii/ Roses, le 20 mai .

Intervention : colloque sur les Fonds de pension organisé à l'Université de Paris-Dauphine, 23 mars.

Intervention : "*Banks during transition, what have we learned*" ?, séminaire de recherche du Roses, 30 janvier.

### **Georges Sokoloff**

Communication : "*L'évolution politique et économique de la Russie de 1987 à 1998*", Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, Paris, 10 décembre.

Communication : "*Les origines de la crise actuelle*", séminaire de recherche du CERI "Quel avenir pour quelle Russie", CERI, Paris, 20 novembre.

Communication : "*Economie et géopolitique*", séance du groupe d'échanges et de réflexion sur la Caspienne, ministère des Affaires étrangères, 9 octobre.

Communication : "*La politique russe dans la Caspienne*", conférence des ambassadeurs, centre de conférences internationales, 27 août.

**Deniz Ünal-Kesenci**

Communication : "*Compétitivité des nations*", présentation du rapport collectif du CEPII par D. Ünal-Kesenci à l'Université Paris 13-Villetaneuse, 20 novembre.

Communication : "*Qualité ou haute technologie : le cas des échanges européens*", préparée par Lionel Fontagné M Freudenberg et Deniz Ünal-Kesenci, présentée par D. Ünal-Kesenci au colloque *Technologie et connaissance dans la mondialisation*, Poitiers, 9-11 septembre.

**Gérard Wild**

Intervention : colloque IEP-Paris ("*Acteurs locaux dans les pays en transition*"), janvier.

---

**ANNEXE 7 : COMPTE-RENDU DU COLLOQUE ORGANISE A L'OCCASION DU 20<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DU CEPII**

« **L'économie mondiale : 1978-1998-2018** »  
Paris - 21 octobre 1998 – Palais du Luxembourg  
Sous le Haut Patronage du *Président du Sénat*

08h45 : Allocution d'ouverture par **Joël BOURDIN**,  
*Président de la délégation pour la Planification, Sénat*

09h00 : Introduction par **Dominique STRAUSS-KAHN**,  
*Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie*

«Les mutations de l'économie mondiale»  
Président de la matinée : **Francis MER**, Président d'Usinor  
et Président du Conseil du CEPII

09h30 – 10h00 : «L'Europe»

Intervenant : **Michel ALBERT**, *Membre du Conseil de la politique monétaire*

10h00 – 10h30 : «Renouveau à l'Est»

Intervenant : **Patrick MORDACQ**, *Conseiller Maître à la Cour des Comptes*

10h30 – 11h00 : «Les pays émergents»

Intervenant : **Kenneth COURTIS**, *Directeur des études économiques à la Deutsche Bank Capital Market*

11h15 – 12h15 : Table ronde et synthèse de la matinée avec :

**Jean-Claude BERTHÉLEMY**, *Directeur du CEPII* ; **Yves BERTHELOT**, *Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe* ; **Anton BRENDER**, *Directeur des études économiques de la CPR*, **Jean PISANI-FERRY**, *Conseiller auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie*, et **les intervenants du matin**.

12h15 : Exposé de clôture de la matinée par **Christian SAUTTER**, *Secrétaire d'Etat au Budget*.

«Les défis des 20 ans à venir»

**Président de l'après-midi : Jean-Michel CHARPIN, Commissaire au Plan**

14h00 – 14h30 : Introduction par **Jean-François RISCHARD**, Vice Président pour l'Europe, Banque Mondiale

14h30 – 15h00 : «Le monde comme horizon»

Intervenant : **Joanna R. SHELTON**, Secrétaire général adjoint de l'OCDE

15h00 – 15h30 : «La pauvreté»

Intervenant : **Tony ATKINSON**, Professeur à l'Université d'Oxford

15h30 – 16h00 : «La Gouvernance mondiale »

Intervenant : **Richard BLACKHURST**, Professeur à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, Genève

16h15 – 17h15 : Table ronde et synthèse de l'après-midi avec :

**Michel AGLIETTA**, Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre ; **Patrick ARTUS**, Directeur des études économiques et financières de la Caisse des Dépôts et Consignations ; **Jean-Louis BEFFA**, Président Directeur Général de Saint Gobain ; **Henri MARTRE**, Président du CIREM, et **les intervenants de l'après-midi**.

17h15 – 17h45 : Conclusions par **Raymond BARRE**, ancien Premier ministre.

*Avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations, du CIREM, de la CPR,  
d'EDF, de Saint Gobain*

*Et le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication,  
Délégation générale à la langue française, pour l'interprétation simultanée*

Le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales a organisé pour son vingtième anniversaire un colloque sur l'économie mondiale. A cette occasion, les thèmes de réflexion choisis pour célébrer cet événement ont porté sur les mutations de l'économie mondiale et les défis des 20 ans à venir.

Joël Bourdin, Président de la délégation pour la planification au Sénat, a rappelé que le CEPII, créé en 1978 sur l'initiative de Raymond Barre, s'est développé en même temps que la globalisation économique et financière. La mondialisation a joué un rôle moteur dans les travaux de réflexion du CEPII.

A l'heure actuelle, les acquis de l'ouverture internationale sont remis en question suite aux turbulences qui ont affecté l'économie mondiale depuis un an et les inquiétudes vis-à-vis de la mondialisation se sont ravivées. Lors de son introduction Dominique Strauss Kahn, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a souligné que les crises récentes ne devaient pas faire oublier les avantages retirés de l'ouverture des marchés de capitaux et de biens, notamment pour les pays émergents dont les besoins d'investissement demeurent importants, et cela même si l'établissement de certains contrôles semble nécessaire. La crise est également salutaire puisque les organismes internationaux fédérant les instruments de contrôle ont affirmé leur volonté de mettre en place les modalités de réglementation nouvelles qui tiennent compte de l'évolution mondiale.

L'analyse des mutations de l'économie mondiale s'est faite autour de trois thèmes : l'Europe, le renouveau à l'Est et les pays émergents.

Une rétrospective sur l'évolution de l'économie mondiale ces vingt dernières années semblait nécessaire pour mieux appréhender l'avenir. Comme l'a indiqué Francis Mer, Président du Conseil du CEPII, le monde change, nous place face à certains défis et nous incite à mener une réflexion intellectuelle sur le monde où l'économique et le politique sont associés.

En intervenant sur l'Europe, Michel Albert, membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, a mis l'accent non seulement sur le succès européen mais aussi sur les risques que la zone euro est encore à même d'encourir. Il y a quelques années, qui aurait pu imaginer que l'euro serait lancé en janvier 1999 ? En effet, les différents obstacles rencontrés lors de la construction de l'Europe monétaire depuis le référendum sur le Traité de Maastricht de 1993 ne laissaient pas présager une telle issue. Cependant, l'application des principes du Traité de Maastricht s'est traduite par une convergence des économies européennes, par une baisse des taux d'intérêt sans précédent et par l'augmentation de la crédibilité financière de l'euro (l'Europe a été peu touchée par la crise financière récente, comme en atteste l'évolution des taux de change des pays de l'UE11 qui ont connu une volatilité interne quinze fois plus réduite que celle vis-à-vis de monnaies telles que le dollar, le yen et la livre). Néanmoins, en se référant à Friedman qui associe l'euro à un échec programmé, il a indiqué que deux risques persistent, résultant de l'incohérence entre l'Europe monétaire et la non-Europe politique.

Le premier risque provient des désajustements des politiques économiques qui font peser sur le policy mix la logique du "passager clandestin" ("free rider"). En effet, en participant

à la zone euro, les pays disposent d'une marge de manœuvre plus importante concernant leurs éventuels déficits publics étant donné que l'augmentation de la prime de risque provenant d'un accroissement du déficit budgétaire d'un des pays membres sera répartie entre tous les pays de la zone. Pour éviter de mettre la banque centrale européenne dans une situation délicate, le cas échéant, il est impératif que les pays de l'UE11 poursuivent leur objectif de réduction des déficits publics.

Le second risque fait référence aux zones monétaires non optimales. Le manque de flexibilité des salaires, de mobilité de la main d'œuvre et l'absence d'un budget fédéral conséquent risquent d'accentuer les dissymétries structurelles au sein de la zone puisqu'en l'absence de consensus européen chaque pays va être amené à ne tenir compte que de la défense de sa propre position vis-à-vis des autres pays.

Jean-Claude Berthélemy, Directeur du CEPPII, a également souligné que l'absence de construction d'une Europe politique risquait de fragiliser les acquis de la construction économique et monétaire européenne.

Ces vingt dernières années ont également été évoquées à travers l'évolution des pays de l'Est. A cette occasion, Patrick Mordacq, Conseiller Maître à la Cour des Comptes et ancien administrateur français de la BERD, en caractérisant la période qui vient de s'écouler de période de "renouveau", a analysé l'évolution des pays de l'Est au cours de ces vingt dernières années. La crise touchant la Russie à l'heure actuelle soulève des interrogations quant à l'avenir de ce pays et de ses proches voisins : la Russie doit-elle entreprendre une nouvelle phase de transition ou la crise actuelle n'est-elle le reflet que d'un simple retard ?

L'analyse de la situation dans laquelle se trouvaient les pays de l'Est il y a dix ans permet de mesurer l'étendue des changements qui s'y sont opérés. En effet, à partir d'un système collectiviste usé, dans lequel le système financier et bancaire était inefficace et le budget de l'Etat insuffisant, et qui s'est appliqué à des pays divers tant par leur niveau de développement que par leur mode de fonctionnement, il ne pouvait en résulter qu'une crise et de profondes mutations. Les programmes de privatisation et de restructuration qui ont été mis en place, le développement du secteur privé, moteur de la transition, visaient à réallouer les ressources de manière efficace. Les pays n'ont cependant pas répondu de manière identique à ces changements de politiques, certains progressant plus rapidement que d'autres dans l'application des réformes nécessaires. En outre, la libéralisation et les réformes institutionnelles constituent les fondements de la réussite du processus de transition et du développement. En fin de compte le bilan de la transition entreprise par les pays de l'Est demeure contrasté eu égard à la capacité ou au manque de capacité des Etats à accompagner ces réformes de changements des institutions.

En prenant le cas de la Russie, Yves Berthelot, Secrétaire exécutif de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe, a indiqué que les réformes institutionnelles nécessaires n'avaient pas été entreprises notamment en ce qui concerne la simplification de la fiscalité, et le recouvrement des impôts et que le déficit budgétaire de l'ordre de 8% du PIB avait un niveau inchangé depuis 1990. Les réformes structurelles fondées sur les principes du "consensus de Washington" doivent être élargies. Yves Berthelot propose qu'un plan de moyen terme, prévoyant le schéma de libéralisation à suivre et les réformes institutionnelles à engager, soit établi et soutenu par la communauté internationale. Jean

Pisani-Ferry, Conseiller auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a également mis en cause le rôle de la communauté internationale dans la gestion du défaut de paiement de la dette russe : la communauté internationale n'a pas offert à la Russie de cadre d'accompagnement adéquat.

Patrick Mordacq a également ajouté que l'ouverture à l'extérieur des pays de l'Est, facilitée dans bon nombre de cas par l'objectif d'accès à l'UE, avait favorisé la mise en place de réformes, et cela, malgré l'inégale intégration à l'économie mondiale qui en a résulté.

En fait, la mise en place d'une économie de marché dans les pays de l'Est se révèle n'avoir eu de caractère durable que si ont avancé parallèlement les autres processus de la transition : la libéralisation et la réforme institutionnelle d'une part et l'ouverture à l'extérieur d'autre part. Le passage à une économie de marché n'est pas possible sans un progrès parallèle des réformes structurelles.

En analysant les problèmes rencontrés par les pays émergents, Kenneth Courtis, Directeur des Etudes économiques et de la Stratégie de la Deutsche Bank Capital Market, a indiqué que l'ouverture croissante des économies, l'augmentation des mouvements de capitaux et l'intensification de la vitesse à laquelle se développe le progrès technologique sont à la base des changements de l'économie mondiale. A l'heure actuelle le problème vient du fait que face à cette intégration croissante, les institutions internationales capables de répondre aux effets qu'elle engendre sont inexistantes.

Le cycle actuel a commencé au début des années 90, période de passage à l'économie de marché des pays de l'Est. Les politiques budgétaires à l'ouest se sont traduites par une demande faible et des excédents courants qui ont été recyclés dans les pays émergents. Cette vague d'investissement dans les pays émergents s'est produite à un moment où le dollar se dépréciait et où les taux d'intérêt au Japon étaient faibles. Le retour à un dollar fort en 1995 a pénalisé beaucoup de pays émergents, non seulement parce que certains, en rattachant leur monnaie au dollar ont vu leur situation commerciale se dégrader, mais surtout parce que certains des investissements réalisés dans les économies émergentes ont perdu une grande partie de leur rentabilité, laissant les systèmes financiers et bancaires dans des situations de fragilité et d'insolvabilité inquiétantes. Une situation de déflation des prix internationaux est apparue en même temps que la demande s'affaiblissait aux Etats-Unis et risquait de se ralentir en Europe.

Les enjeux actuels dépendent des politiques économiques qui vont être menées par le G3. Le Japon, touché par une crise financière depuis le début de la décennie, est entré dans une phase de récession qui risque d'être profonde et durable. Pour éviter le pire, un programme de relance et d'aide aux banques d'un montant d'environ mille milliards de dollars est nécessaire. Aujourd'hui, le yen fort donne des marges de manœuvre pour la politique monétaire, qui doit devenir encore plus dynamique, notamment par la mise en place de mécanismes spécifiques de crédits aux PME qui n'ont plus accès aux ressources bancaires. Entre 1990 et 1997, les banques japonaises représentaient 35% du crédit distribué à Hongkong : cette somme a considérablement baissé depuis un an. C'est par ce canal que la crise bancaire japonaise est en train d'assécher l'ensemble du crédit dans toute la région, à



commencer par la Chine. On peut dans ces conditions se demander comment cette dernière financera ses réformes dans les années à venir.

Dans un tel contexte, les Etats-Unis ont commencé à baisser leurs taux d'intérêt, qui pourraient éventuellement descendre jusqu'à 3% à court terme. Pour Kenneth Courtis, l'Europe devrait faire de même pour éviter que la dépréciation du dollar n'ait trop de répercussions négatives. La contrainte budgétaire imposée par le Traité de Maastricht empêche les pays européens d'utiliser la politique budgétaire de manière plus dynamique. Dès lors, la priorité devrait être d'adopter des politiques de reflation agressive de manière à éviter le désastre.

L'objet des différents exposés était d'analyser les bouleversements de l'économie mondiale intervenus ces vingt dernières années.

Les politiques appliquées ont eu parfois des répercussions inattendues. Anton Brender, Directeur des études économiques de la CPR, a ainsi souligné que le contexte de faible inflation, de croissance soutenue et de politique monétaire bien menée dans lequel évoluent les Etats-Unis aurait été difficilement envisageable il y a quelques années. Jean Pisani-Ferry a également ajouté que l'ampleur et la complexité de certains événements passés n'avaient pas été envisagés.

Le problème posé par l'intensification des mouvements de capitaux a été souligné par plusieurs participants, même si tous ont reconnu leur utilité. Christian Sautter, Secrétaire d'Etat au budget, a ainsi mis l'accent sur le fait qu'une liberté accrue des mouvements de capitaux (notamment de court terme) avait soulagé les contraintes de la balance des paiements en facilitant le financement et avait tous comptes faits été très bénéfique.

Cette conférence avait également pour objectif de réfléchir sur les perspectives de l'économie mondiale et sur les défis à relever. Les thèmes de réflexion ont principalement porté sur les réponses qui pouvaient être données aux problèmes de la pauvreté, des crises financières résultant de la libéralisation croissante des mouvements de capitaux, ainsi que sur le rôle des institutions internationales.

Selon Jean-François Rischard, vice-président de la Banque Mondiale pour l'Europe, deux grandes forces vont marquer les vingt ans à venir. Premièrement, la croissance démographique (avec une population mondiale estimée à 8,5 milliards d'habitants en 2020) aura pour conséquences d'augmenter les tensions sociales. Sur ce point, Michel Aglietta, professeur à l'Université de Paris X-Nanterre et conseiller scientifique au CEPII, s'est inscrit en faux en précisant que la plupart des pays seront davantage touchés par des problèmes de décélération de la fertilité et de vieillissement de la population. Deuxièmement, la nouvelle économie mondiale sera caractérisée par une révolution économique d'une part, l'économie de marché englobant 5 milliards de personnes, et une révolution technologique d'autre part.

L'économie mondiale est en pleine mutation. Les conséquences de cette révolution seront d'autant plus profondes qu'elle n'en est qu'à ses débuts et qu'elle intègre trois dimensions : le temps, l'espace et la connaissance. Les sources de tensions évoquées proviendront de nouvelles règles du jeu (apprentissage continu...), de disparités grandissantes (que ce soit entre pays ou entre travailleurs qualifiés et non qualifiés), de turbulences des marchés, de tensions au niveau des organisations et des gouvernements.

Cependant cette évolution va être source de nouvelles possibilités, notamment celle de rééquilibrer l'allocation des ressources au sein de la planète en sachant qu'à l'heure actuelle 10% de la population mondiale consomme 80% des richesses.

L'économie mondiale devra faire face à une crise de complexité et à une réorganisation des institutions. Le risque est que ces institutions évoluent beaucoup plus lentement que les tendances de l'économie mondiale et l'explosion démographique. A l'heure actuelle, le fonctionnement même de ces organisations est remis en cause. La structure des organisations, avec un système hiérarchique par niveaux trop nombreux, laisse apparaître un phénomène de saturation au sommet. Dans le futur il est probable qu'apparaissent des structures de hiérarchie beaucoup plus plates, même si ce type de modèle est très peu prisé actuellement. La crise de complexité, quant à elle, nécessite le rapprochement entre les trois systèmes déterminants que sont l'économie, le politique et l'environnement.

Pour Jean-François Rischard, trois nouvelles perspectives de la coopération mondiale sont alors envisageables. La première pourrait être l'organisation d'une discussion ouverte, de type "brainstorming", qui remette en cause l'architecture actuelle du système économique mondial, analogue aux débats qui ont débouché en 1946 sur la mise en place des institutions de Bretton Woods. La seconde concerne le passage à des réseaux de travaux permanents ("global public policy network") entre les pays sur les grandes questions. Enfin, la dernière consiste à réinventer les institutions internationales en renforçant leur rôle de base et en développant leur rôle de mise en marche et de soutien aux réseaux de travaux permanents.

Ce dernier point concernant l'impact des mutations de l'économie mondiale sur la coopération internationale et le rôle des organisations internationales a été abordé par plusieurs intervenants.

Selon Joanna R. Shelton, Secrétaire Général adjoint de l'OCDE, le renforcement du cadre institutionnel dans lequel s'effectuent les échanges est nécessaire. Les crises financières récentes ont mis en avant la nécessité d'intensifier les efforts de coordination au niveau international et de mettre en place les mécanismes permettant aux pays de transmettre facilement les connaissances et le savoir. Les politiques préconisées par l'OCDE s'inscrivent dans le cadre de cette intégration croissante. Des programmes efficaces doivent également être établis pour pallier les effets pervers de l'ouverture des marchés.

En se fondant sur les travaux de North qui stipule que les écarts de développement entre pays ne peuvent être compris sans référence à l'émergence concomitante d'institutions nationales, Richard Blackhurst, professeur à l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Genève, a fortement insisté sur la nécessité de mettre en place des institutions multilatérales capables de réduire les incertitudes liées à la globalisation accrue. La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau, des traités commerciaux bilatéraux ayant été signés dès le début du siècle, mais requiert une coopération à l'échelle des conséquences qu'elle engendre.

La particularité de l'OMC provient du fait qu'elle a appliqué les principes de North au niveau international, en établissant des principes et règles commerciaux qui réduisent les incertitudes quant aux politiques qui affectent les échanges de biens et services entre pays. Par ailleurs, l'OMC, à travers l'organisation de forums de négociations sur les

réglementations et les procédures de libéralisation des politiques commerciales, tente de renforcer la cohérence des prises de décision des politiques économiques au niveau mondial.

Aujourd'hui, la question essentielle est de savoir si le rôle et le fonctionnement actuels des organisations internationales sont appropriés pour faire face aux défis d'un monde intégré et appréhender le 21<sup>ème</sup> siècle. La faiblesse relative des moyens budgétaires et humains dont dispose l'OMC, par rapport à d'autres organisations internationales, permet, selon Richard Blackhurst, d'en douter.

Patrick Artus, Directeur des études économiques et financières de la Caisse des Dépôts et Consignations, s'est davantage penché sur les questions monétaires et financières posées par les mutations de l'économie mondiale. Selon lui, au niveau macro-économique, le système monétaire international ne peut être stable tant que l'endettement des Etats-Unis perdurera. Ces propos ont été contestés par plusieurs intervenants qui ont souligné que les déficits extérieurs des pays en phase de croissance s'avéraient utiles aujourd'hui pour le rétablissement des pays d'Asie. A l'avenir, les pays de l'OCDE auront des excédents structurels de leur balance courante. Le problème du recyclage de l'épargne entre les pays excédentaires et déficitaires se posera alors. Au niveau micro-économique, Patrick Artus voit une source de risques dans le fait que, à l'heure actuelle, la rentabilité de 15% demandée par les investisseurs institutionnels (notamment les fonds de pensions) aux entreprises dans un contexte de faible inflation et de taux d'intérêt de l'ordre de 4% est dénuée de sens. En augmentant les prises de risques et les effets de leviers, ces exigences rendent vulnérables les banques et les entreprises industrielles, ce que Jean-Louis Beffa, Président directeur général de Saint Gobain, a également souligné.

Les effets de la mondialisation sur les entreprises ont été également abordés par Henri Martre, Président du CIREM, qui indique qu'au niveau de l'entreprise, la complexité de la globalisation provient aussi du fait qu'elle doit assimiler plus d'éléments dans une situation de concurrence accrue.

Sur ce sujet, Jean-Louis Beffa a indiqué que les entreprises s'orientent davantage vers une structure de gestion par métiers ou par activités, la dimension nationale étant reléguée au second plan. En outre, en reprenant les propos de Patrick Artus sur le taux de rentabilité demandée aux entreprises, il précise que de nouvelles règles du jeu doivent être mises en place. En effet, les normes comptables sont hétérogènes d'un pays à l'autre, celles entre les gestionnaires de fonds et les détenteurs de capitaux différents eu égard à leur degré d'aversion pour la volatilité. Dans un tel contexte, où se situent les intermédiaires financiers ? Une institution capable de définir de manière plus spécifique la structure et les normes de références est donc nécessaire. Patrick Artus a également ajouté qu'aujourd'hui le problème vient du fait que des prises de risques accrues sont associées à des rendements croissants (la frontière d'efficience est plus plate). Les solutions alors envisageables comprennent : la restructuration à court terme en gagnant des marchés ; l'établissement de rentes de monopole en exploitant les consommateurs à long terme ; l'augmentation de l'effet de levier, mais jusqu'à quel point ?

Une autre question qui pourrait dans l'avenir se trouver au centre du débat sur les perspectives de l'économie mondiale concerne la pauvreté. Cette question a été abordée

par Tony Atkinson, professeur à l'Université d'Oxford, qui a centré son exposé sur la pauvreté en Europe.

Deux remarques peuvent être faites. Premièrement, malgré la corrélation positive entre le chômage et la pauvreté, l'introduction de mesures de transferts sociaux par l'Etat providence a limité la progression de la pauvreté dans la plupart des pays d'Europe (excepté la Grande-Bretagne). Deuxièmement, le poids financier du chômage n'est plus uniquement du ressort de l'Etat mais également des familles dans la mesure où le chômage touche beaucoup la population jeune, ce qui rend l'estimation de la pauvreté plus difficile.

Concernant l'avenir, il est généralement admis que le progrès technologique et la mondialisation ont des effets négatifs sur l'emploi, notamment des non qualifiés, ce qui pèse également sur le budget de l'Etat. Cependant, cette analyse est contestable puisque fondée sur un modèle partiel ne tenant compte que de la demande (i.e. les qualifications sont supposées fixes). Le problème est alors de re-situer notre vision de la responsabilité du chômage. Au sujet de la dimension sociale des effets de la globalisation, Michel Aglietta a ajouté que les crises sociales risquent de prendre le relais des crises financières. La pauvreté a changé de nature. Les inégalités d'aujourd'hui sont fractales, c'est-à-dire qu'elles se reproduisent au niveau individuel, quel que soit l'ensemble retenu. Le problème est donc de renouveler les politiques sociales et de repenser la notion du statut du travail.

Finalement, selon Tony Atkinson, l'Union européenne est, en ce qui concerne les problèmes posés par la pauvreté, face à trois défis :

- le premier concerne l'affirmation de son rôle dans la lutte contre la pauvreté au niveau mondial ;
- le deuxième concerne la confrontation des différentes politiques sociales au sein de l'UEM. En effet, la politique sociale demeure du ressort des pays membres, mais un projet européen commun présuppose un certain degré d'expérience commune.

Enfin, il est essentiel de tenir compte à la fois des politiques macro-économiques et des politiques sociales et de leurs interactions. Une politique macro-économique imposant de trop grandes contraintes sur les transferts sociaux risque de se solder par une crise budgétaire ou une aggravation des problèmes sociaux qui réduira l'impact de ces mêmes mesures économiques. L'économique et le social doivent être davantage connectés.

Raymond Barre, ancien Premier Ministre, en concluant, a exprimé un certain optimisme pour l'avenir. Selon lui, les erreurs du passé reflètent le non-respect de principes économiques fondamentaux, qui doivent se corriger tôt ou tard.

Plusieurs forces vont jouer en faveur d'une tendance ascendante de longue période. Ainsi, la révolution technologique, en retard en Europe, va être source d'investissement à long terme ; la libéralisation des échanges, en intensifiant le commerce mondial, va s'accompagner d'une baisse des coûts de transport permettant à la mondialisation de se réaliser d'autant mieux ; la libéralisation des mouvements de capitaux, qui a permis une meilleure allocation des ressources financières, est irréversible ; plusieurs pays ont montré leur volonté d'accéder à l'économie de marché.

Seuls la Russie et l'Afrique sont dans des situations problématiques. La Russie que ses choix de politiques économiques passés et son manque de prudence lors du passage à l'économie de marché ont placée dans une situation fragile. En Afrique un début de croissance est perceptible dans certains pays (les Plans d'Ajustement Structurel conseillés par le FMI, et appliqués par 35 pays africains, ont eu des retombées positives). Le soutien de la communauté internationale est cependant toujours souhaitable.

Le Japon, déstabilisé par des affaires politiques, devrait voir sa situation s'améliorer d'ici l'an 2000. Concernant le taux de change yen/dollar, Raymond Barre a indiqué que la parité entre ces deux monnaies ne serait pas sujette à préoccupation pour les Japonais tant qu'il s'établirait au-dessus de 100 yens pour un dollar, ce qui laisse une marge de manœuvre importante à ce pays.

L'Europe, avec des prévisions de croissance de l'ordre de 2,5 à 3%, devrait s'adapter sans trop de difficultés aux répercussions des événements extérieurs.

Néanmoins, il a souligné que la pauvreté dans les pays développés devait être réduite en reconsidérant l'action de l'Etat providence et en mettant en place de nouveaux modes de vie. La lutte contre la pauvreté au niveau international doit, quant à elle, privilégier les investissements publics, notamment dans les pays les moins avancés.

Enfin, ce qui caractérise le monde actuellement est le manque de leadership. Il est vrai que les mouvements de capitaux doivent être réglementés, mais non pas grâce à l'application de réglementations telles que celles préconisées par Tobin, plutôt par un renforcement de l'action menée par les institutions et organismes internationaux (renforcement de l'application de règles prudentielles telles celles établies par la Banque des Règlements Internationaux). A cet égard, il faut donner les moyens à ces institutions d'avoir une meilleure connaissance des pays de manière à ce qu'elles puissent agir à titre préventif et mener à bien leurs actions.

L'établissement de ces règles du jeu au niveau international est déterminant. C'est à travers elles et le renforcement des relations entre les représentants des pays qu'une gouvernance mondiale fiable pourra alors être atteinte.